ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1553 - 17 avril 1998 - prix : 9 F

Le budget de la Sécu en équilibre ?

MAIS SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS !

Les paysans en colère (p. 6)

Il faut régulariser tous les sans-papiers ! (p. 5)

M 6189 - 1553 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Les affaires en Corse
– Le vaudeville parisien
– Non au travail du dimanche dans les grands magasins

6 – Les manifestations paysannes

Politique

5 – Il faut régulariser tous les sans-papiers !
– L'interdiction des syndicats FN ou de la politique ?

Tribune

6 – Faire barrage au FN, c'est d'abord affronter la gauche quand elle applique le programme de Le Pen

Extrême gauche

7 – Où en est la LCR ?

Dans le monde

8/9 – Amazonie : l'incendie de la forêt
– Tchad : une sale odeur de pétrole

10 – Irlande du Nord : un accord contre la population pauvre

16 – Une mission de… désinformation sur le Rwanda
– En Israël, émotion autour d'une série télévisée

Dans les entreprises

11 – Chez Pizza Pino, la coupe est pleine

12 – RVI Vénissieux (Rhône) : nouvelles suppressions d'emplois
– 650 000 accidents du travail en 1996 !

13 – SNCF Orléans-les-Aubrais : grève pour l'embauche de jeunes
– La Poste Pont-Cardinet (Paris 17e) : en grève

14 – Ile de la Réunion :
• Auxiliaires de La Poste en grève
• Patrons inquiétés par la justice

Enseignement

11 – À Saint-Denis : enseignants et parents au coude-à-coude

Il y a 30 ans

15 – Avril 1968 : l'assassinat de Martin Luther King

Fin mai-début juin
Le week-end le plus long…

La carte de la fête…

… est disponible dès maintenant

Les samedi 30, dimanche 31 mai et lundi 1er juin 1998 la fête de Lutte Ouvrière

Comme chaque année depuis plus de vingt-cinq ans, la fête de Lutte Ouvrière se déroulera le week-end de la Pentecôte, à quelques kilomètres de Paris, à Presles dans le Val-d'Oise. Cette fête dont le succès populaire est à chaque fois renouvelé rassemble plusieurs dizaines de milliers de participants, les trois journées durant lesquelles elle se tient. Et nous espérons être encore plus nombreux cette année.

La fête de Lutte Ouvrière, c'est pour un prix modéré (45 francs pour les trois jours pour une carte d'entrée achetée à l'avance) des dizaines et des dizaines de spectacles artistiques de qualité, sur cinq scènes, du théâtre, deux salles de cinéma, des animations, des centaines de stands, des jeux, des expositions, de l'artisanat à acheter ou à faire, des spécialités culinaires ainsi que des expositions et des débats scientifiques, des librairies.

Ce sont aussi de nombreux groupes politiques de gauche et d'extrême gauche invités, des forums de discussions. Et bien sûr la possibilité de rencontrer les militants et militantes de Lutte Ouvrière, de discuter avec eux, de s'informer sur nos idées.

Même en trois jours, on n'arrive pas à tout voir, tout écouter, tout faire, et encore moins… tout goûter !

Alors réservez votre week-end de la Pentecôte, les samedi 30, dimanche 31 mai et lundi 1er juin.

Et comme d'habitude nous privilégions le transport en autocars de Paris-Porte de la Chapelle à la fête, au moyen de navettes gratuites.

Alors, à bientôt, TOUS À LA FÊTE DE LO !

CERCLE LÉON TROTSKY

En 1999, l'euro ?

FACE AUX BOURGEOIS QUI UNIFIENT LEURS MONNAIES, LES INTÉRÊTS COMMUNS DES TRAVAILLEURS DE TOUTE L'EUROPE

Vendredi 24 avril à 20h30

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5e
(Métro Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 20 francs

Rencontre avec les militants de LUTTE OUVRIÈRE à Sainte-Marie-aux-Mines – Haut-Rhin

Venez discuter avec les militants de Lutte Ouvrière, à Sainte-Marie-aux-Mines, place du Général-de-Gaulle, samedi 18 avril de 11h à 17h. Réunion débat à 16h30.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....*.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Le budget de la Sécu en équilibre ?

MAIS SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS !

La presse nous affirme que le budget de la Sécurité sociale est en passe d'être équilibré. Pour 1998, le déficit prévu ne serait que de 12 milliards. Quand on voit qu'on ne sait pas encore exactement quel est celui de 1997, bien malins les experts qui, fin mars, prétendaient prédire le déficit de toute l'année 1998 !

Mais la presse de nous expliquer, aussi, que cette stabilisation serait le fruit de la réforme d'Alain Juppé, réforme reprise en quasi-totalité par Lionel Jospin. On ajoute que ce serait dû aussi au retour de la croissance, qui aurait vu l'augmentation des recettes de la Sécu, ce qui ne daterait que des trois premiers mois de 1998.

Que Jospin ait repris la réforme Juppé sans rien y changer, on le savait déjà. Cela a abouti à ce que les travailleurs du bas de l'échelle, sans parler des chômeurs les plus mal lotis, ne se soignent plus ou se soignent mal. Même lorsqu'on est assuré social, le ticket modérateur, de 34,50 F pour une consultation de médecin conventionné ou de 35 % du prix des médicaments, est insupportable pour tous ceux qui n'ont que 3 000 ou 6 000 F par mois pour vivre. Et comment payer alors le forfait hospitalier de 70 F par jour ?

Il y a bien les mutuelles complémentaires qui prennent en charge la différence pour les salariés en place ou les chômeurs indemnisés. Mais les salariés qui font des petits boulots, les chômeurs qui sont en fin de droits, eux, n'ont pas d'employeur fixe qui cotise à une telle mutuelle et ils sont bien incapables de pouvoir cotiser volontairement.

Et ne parlons pas du taux de remboursement des lunettes et des soins dentaires. Combien de travailleurs, combien de jeunes, à l'heure actuelle, ont des dents non soignées et se retrouveront édentés bien avant l'âge, avec toutes les séquelles que cela entraîne ?

Oh oui, la protection sociale va être en équilibre financier ! Pour l'État. Mais bientôt elle n'assurera plus du tout de protection aux plus démunis, protection qui se réduira même pour les autres. Car si la Sécu prend en charge à 100 % les maladies ou des opérations importantes, il y a tout le reste qui n'est pas pris à 100 % ou qui, parfois, n'est même pas pris en charge du tout. Pour les catégories sociales aisées, et ne parlons pas des riches, cela ne pose pas de problème, elles peuvent payer même si elles ne sont pas remboursées.

Mais plus on descend dans l'échelle des revenus, plus on s'aperçoit que des maux et des maladies qui pourraient être soignés, ou tout au moins allégés, ne le sont plus faute d'argent. Parmi les travailleurs qui souffrent d'arthroses, de tendinites, d'hypertension même, dues à l'intensification du travail, ou de toutes ces affections liées au stress ou aux horaires décalés, combien ont les moyens de payer de leur poche, car c'est de plus en plus de cela qu'il s'agit. C'est ce que nos ministres du Travail et de la Sécurité sociale appellent hypocritement le « petit risque » pour ne plus le prendre en charge.

Après avoir appauvri financièrement la classe des travailleurs, on l'appauvrit physiquement et, si on ne la démoralise pas au chômage, on la détruit au travail.

Et les retraités ne sont pas mieux lotis car leurs pensions de retraite sont bloquées et, en plus, amputées par la CSG, le RDS et l'augmentation de la cotisation de Sécurité sociale.

Voilà où et comment le gouvernement Jospin trouve ses équilibres budgétaires.

Pendant ce temps-là, il ne rétablit pas les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, il ne rétablit pas l'impôt sur les bénéfices des sociétés au niveau où il était avant. Il continue à utiliser près de 200 milliards par an pour subventionner le patronat de différentes façons, pour protéger l'emploi, paraît-il.

Le gouvernement Jospin, comme le gouvernement Juppé, est un gouvernement au service des riches et du patronat. Un gouvernement qui pressure les travailleurs, les chômeurs et les pauvres.

La colère du monde du travail pourtant largement justifiée, est longue à se manifester. Mais lorsqu'elle le fera, les réactions des agriculteurs bretons sembleront une douce plaisanterie.

EN CORSE AUSSI, LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

La liste des anomalies fiscales et irrégularités diverses découvertes ou redécouvertes en Corse s'allonge de jour en jour.

On nous annonce par exemple qu'un certain nombre de bâtiments ont été édifiés sans permis de construire. Cela touche aussi bien des bâtiments officiels que des complexes touristiques. Le maire de Propriano, par exemple, aurait réalisé un port de plaisance dans des conditions douteuses. Quant au maire de Corte, il aurait construit un mur de 50 mètres sur sa propriété sans avoir obtenu le fameux permis. (Peut-être a-t-il pris conseil auprès de Léotard, célèbre lui aussi pour le mur de sa propriété payé par la commune).

Parallèlement, le Crédit Agricole corse aurait subventionné des entreprises et des personnages bien éloignés du monde agricole. Il aurait entre autres attribué une subvention pour la création d'une porcherie, qui aurait servi à payer un restaurant et des voitures de luxe (des Porsche dans une porcherie, il y en a qui ne manquent pas du sens du calembour).

D'autres prêts du Crédit Agricole seraient tout bonnement des dons, les emprunteurs n'ayant apparemment jamais eu l'intention de rembourser les sommes empruntées. Par ailleurs, des sommes destinées à l'insertion des jeunes auraient été détournées, et des marchés publics auraient été confiés préférentiellement à des entreprises dirigées par des amis de notables corses.

En fait, presque toutes ces anomalies avaient déjà été recensées, et avaient été plus ou moins discrètement enterrées par les différents gouvernements précédents. Il a fallu l'assassinat du préfet Erignac pour que le gouvernement se sente obligé d'y mettre un peu le nez, au moins pour un moment.

Mais des affaires de subventions détournées, de permis de construire trafiqués ou de banques faisant de gros déficits sur le dos des contribuables, le gouvernement en a un paquet d'autres sur les bras, se déroulant sur le continent, et parfois à une tout autre échelle. Quand le Crédit Agricole corse perd un milliard de francs, le Crédit Lyonnais en perd au moins cent fois plus, dans le même genre d'affaires. Et des présidents de Conseils régionaux, actuels ou passés, comme Mancel dans l'Oise ou Dugoin dans l'Essonne, semblent avoir été à la même école que certains hauts responsables corses pour apprendre à se servir dans la caisse. Quant à l'attribution préférentielle de marchés publics, que ce soit à Paris ou dans les Hauts-de-Seine, la liste est très longue… Et le traitement officiel était jusque-là le même qu'en Corse : le silence et l'appel au financement de l'État, c'est-à-dire du contribuable.

Il faut dire que l'État passe son temps à expliquer que le seul moteur social est l'appât du gain. Il a ensuite nécessairement du mal à s'en prendre à ceux de ses serviteurs et amis qui le prennent un peu trop au pied de la lettre…

Roger PÉRIER

Le travail du dimanche dans les grands magasins

Gamma

CARTON ROUGE !

Pour ouvrir le dimanche, au mépris de ses employés, le patronat du grand commerce vient de trouver un nouveau prétexte : il s'agirait de satisfaire les foules de supporters que devraient attirer les matchs de la Coupe du monde de football, à Paris et dans plusieurs grandes villes de province.

Faire fonctionner leurs caisses en permanence, faire jongler leurs employés avec des semaines aux horaires démentiels et des salaires « allégés » : les patrons des grandes surfaces sont fous, non pas du ballon rond, mais de profits. Évidemment, quand le Mondial sera terminé, il faudra qu'ils trouvent autre chose. D'ores et déjà, la presse en fait état, ils piaffent d'impatience devant les festivités promises pour l'an 2000 et la perspective de faire tourner leurs commerces sept jours sur sept.

Le gouvernement, à qui ont été transmises les demandes du grand commerce, a choisi de botter en touche. Il s'est défaussé sur les préfets, auxquels il a demandé de rappeler la loi sur la durée de la semaine de travail… et de décider sur place. Comme cela, Jospin et ses ministres pourront toujours prétendre qu'ils n'y sont pour rien ! Car, bien sûr, on imagine dans quel sens risquent de pencher les décisions préfectorales : en ouvrant les dimanches, le patronat encaisserait les bénéfices et les employés les buts, ou plutôt des horaires toujours plus « flexibles ».

Eh bien, pas question : il faut siffler le « hors-jeu » !

Mairie de Paris

LE VAUDEVILLE CONTINUE

Après la sécession d'une partie de la majorité municipale parisienne de droite derrière Toubon, le feuilleton a connu d'autres épisodes. Le maire contesté, Tiberi, furieux du coup de poignard dans le dos porté par son ex-allié Toubon, a du coup viré les treize adjoints « toubonnistes » de leurs responsabilités, et il a clamé haut et fort qu'il veillerait à ce que Toubon ne devienne jamais maire de Paris.

Toubon a alors proposé une entrevue à son rival afin, disait-il, de renouer le dialogue, à condition toutefois que ses partisans soient réintégrés dans leurs fonctions, ce que Tiberi a refusé.

Depuis, les choses se sont éparpillées dans diverses directions. Les élus de droite qui n'avaient pas encore choisi leur camp ont été soumis à des tiraillements. Certains, comme Dominati, « ami » paraît-il de Tiberi, se sont livrés à un délicat exercice consistant à se situer entre les deux afin de ne se fâcher avec personne, ce qui risque de se traduire par le fait qu'on se met tout le monde à dos. D'autres ont appelé à la paix, car les Parisiens, disent-ils, seraient choqués par cette guerre « fratricide » et surtout suicidaire, car c'est évidemment la gauche qui risquerait d'en profiter aux prochaines élections municipales, en 2001… Comme si on demandait l'avis aux Parisiens, qui se moquent de cette guéguerre comme de leur première chemise !

Certains protagonistes en ont appelé à un « sage », Balladur soi-même (qui conduisait la liste Ile-de-France aux dernières élections régionales) et qui, en sage qu'il est, s'est bien gardé de toute déclaration publique jusqu'à présent. Balladur pourrait jouer les médiateurs en… mangeant les marrons que d'autres auraient tirés du feu. Car s'il y a un conflit Tiberi-Toubon bien visible, il en existe sans doute d'autres cachés, comme l'a été pendant des mois l'iceberg toubonnien qui vient de tenter de couler la nef tiberienne.

D'autres épisodes mineurs ont défrayé cette chronique. Des élus de droite ont envisagé un instant d'en appeler à des élections municipales anticipées, avant de réaliser que cette balourdise risquait de profiter à la gauche, et à l'extrême droite.

Le bureau de Toubon a été forcé, sans que l'intéressé porte plainte. On espère que Toubon, ancien ministre de la Justice, connaît suffisamment son monde pour ne pas laisser traîner de dossiers sensibles dans son bureau…

Dans ce duel, il y a d'un côté Tiberi, complètement déconsidéré par les scandales, et de l'autre Toubon, ex-garde des Sceaux, qui s'était fait orfèvre en matière d'enterrement des « affaires » et de mise au pas des juges.

Le théâtre de boulevard est une spécialité parisienne. Et même si la pièce n'est pas géniale-géniale, le spectacle est gratuit, du moins si l'on ne tient pas compte des impôts locaux, c'est-à-dire de la galette que se disputent ces politiciens.

André VICTOR

IL FAUT RÉGULARISER TOUS LES SANS-PAPIERS !

Intervenant dans le cadre du débat sur le vote de la loi Chevènement sur l'immigration, Jospin a apporté un soutien appuyé à son ministre de l'Intérieur. Revendiquant dans son action «*la cohérence politique et intellectuelle*», il a poursuivi par un rappel à l'ordre à sa majorité plurielle. «*L'exigence du respect de la loi doit être encore plus forte pour ceux qui la font... Nous nous efforçons de reconduire dignement, sur des avions de ligne.... les personnes qui n'ont pas vocations de rester sur le territoire.*»

Le souci de dignité de Jospin se réduit à opter pour des avions de ligne à la place des charters. Quant à sa volonté de cohérence, c'est celle de l'homme d'État au service de l'ordre. Et cela passe évidemment avant la cohérence avec ses engagements préélectoraux, qui ne sont, à ses yeux, que balivernes sans importance.

Cinq députés Verts sur six ont voté contre cette loi, le groupe communiste, lui, s'est abstenu – à l'exception de l'un d'entre eux qui a voté contre – en expliquant de façon pour le moins entortillée que «*les députés communistes appréciaient «les avancées» de cette loi*», précisant que «*n'étant pas partisans du tout ou rien, les députés communistes, dans un esprit constructif, ont défendu des amendements en affirmant leur solidarité dans l'action générale du gouvernement*». Voilà à quoi se réduit la «fissure dans la gauche plurielle» dont a fait état la presse. Elle se réduit à des prises de position qui n'ont d'autre objectif que de redorer le blason des composantes de cette majorité, sur un fond de soutien, que ce soit de Voynet ou des dirigeants du PCF, au gouvernement. Hue s'est d'ailleurs empressé, si l'on en croit *Le Monde* d'expliquer, à l'occasion de ce débat «*qu'il n'y avait pas de fissure dans la majorité*» et «*qu'il n'était pas de ceux qui ont envie de mettre de l'huile sur le feu*». A ce niveau on peut à peine parler de double jeu, tant l'allégeance à l'égard du gouvernement est affichée. Au lendemain du succès de la gauche aux législatives, Jospin, Chevènement avaient incité les «sans-papiers» à constituer des dossiers pour demander leur régularisation. Près de 150 000 «clandestins», croyant mettre fin à leur calvaire, avaient pris au mot les dirigeants de la gauche, pensant qu'on allait leur donner la possibilité de vivre normalement. Cela n'aurait rien coûté au gouvernement Jospin – d'ailleurs des gouvernements de droite, tel celui d'Aznar, en Espagne ont procédé à de telles régularisations. Cela n'aurait pas mis un travailleur de plus au chômage. Mais cela allait à l'encontre de la pression qu'exerce sur l'ensemble de la classe politique et de la société la droite et l'extrême droite qui ont choisi de désigner les travailleurs immigrés comme boucs émissaires. Et la preuve a été faite que, une fois au pouvoir, les dirigeants de cette gauche, à plat ventre devant le patronat et couards devant la droite et l'extrême droite, ne se sentent pas liés par les engagements pris lorsqu'ils sont dans l'opposition. Car tout de même, rappelons-le, c'était le PS, qui en février 1997 appelait à manifester contre la loi Debré. Il est vrai que Jospin lui-même avait préféré la discrétion, préférant à la manifestation parisienne, celle de Toulouse. Cette attitude avait sans doute contribué à créer chez les sans-papiers l'illusion qu'ils pouvaient en attendre un règlement plus juste de leur situation.

Mais le bilan est tout autre. Sur quelque 150 000 dossiers transmis à l'administration, 32 344 régularisations provisoires auraient été accordées, un nombre équivalent auraient été refusées condamnant d'ores et déjà ces déboutés, pour qui les promesses de la gauche auront été un piège, à vivre dans la clandestinité. Et qu'en sera-t-il des quelque 80 000 cas qui n'ont pas encore été «traités»? La seule chose que l'on voit c'est que Chevènement, avec le soutien vigoureusement affirmé de Jospin, multiplie les refus de régularisation, accompagnés de déclarations menaçantes, d'arrestations et d'expulsions sans recours, délibérément destinées à démontrer la fermeté gouvernementale.

Depuis la fin de l'été, diverses organisations de sans-papiers ont continué à organiser des manifestations, des actions et des occupations de lieux publics pour protester contre la lenteur des procédures, contre les refus de régularisation, et enfin contre les arrestations et les expulsions musclées. L'approche de l'échéance du 30 avril a, à juste titre, accéléré les actions contre la politique gouvernementale et ses conséquences concrètes immédiates. De ce fait le gouvernement a dû renoncer, temporairement, à certaines des expulsions programmées ces jours derniers. Et c'est tant mieux, mais malheureusement c'est loin d'être suffisant.

Il faut que s'exerce sur le gouvernement une pression suffisamment forte pour faire contrepoids à celle qui vient de cette droite xénophobe et réactionnaire, soit par conviction, soit par opportunité ou les deux à la fois. Pour cela, on ne peut mener le combat contre ce gouvernement par tranche. Il y a un lien entre sa politique autoritaire contre les travailleurs immigrés et celle qu'il mène pour restreindre les conditions d'existence du monde du travail dans son ensemble, qui inclut tous les travailleurs, les chômeurs, ceux possédant une carte d'identité française, et ceux qui n'en disposent pas.

Les postures d'hommes d'États qui se veulent responsables que prennent les Jospin, les Chevènement, mais aussi, avec des coquetteries de langage, les Hue et les Voynet, cette fermeté affichée est dirigée non seulement contre nos camarades sans papiers mais aussi contre l'ensemble du monde du travail.

Henriette MAUTHEY

COMBATTRE LE FRONT NATIONAL, OUI... MAIS PAS LE DROIT DES TRAVAILLEURS DE FAIRE DE LA POLITIQUE

La Cour de cassation vient de trancher : le Front National-Police ne peut être reconnu comme syndicat. Elle a par ailleurs cassé la décision de la cour d'appel de Montpellier qui avait décidé l'inverse concernant le «Front National-Pénitentiaire». Cette décision pourrait amener l'invalidation des élus Front National aux dernières élections prud'homales.

Cette décision de justice sanctionne cette fois-ci des individus liés au parti réactionnaire et raciste de Le Pen. On ne va pas les plaindre. Mais un tel jugement est fondé sur une logique qui peut fort bien être retournée contre des syndicats ouvriers, y compris contre des organisations qui ont cru pertinent d'invoquer ce type d'argumentation. En effet le jugement repose sur le fait, pour reprendre les termes du tribunal que le FN-Police «*n'est que l'instrument d'un parti politique qui est à l'origine de sa création et dont il sert exclusivement les intérêts et les objectifs en prônant des distinctions fondées sur la race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique*».

Des syndicalistes CGT et CFDT se sont félicités de cette condamnation. Bien à tort, pensons-nous. Non pas qu'il faille trouver acceptable que des individus puissent disposer de facilités pour véhiculer dans le monde ouvrier, dans les entreprises, les préjugés réactionnaires et les idées politiques antiouvrières du Front National. Mais pas en s'appuyant sur l'argument qu'un syndicat n'aurait pas le droit de faire de politique, et que ses militants ne pourraient défendre leurs idées à l'intérieur des entreprises.

Car qui peut définir où s'arrête le syndicalisme et où commence la politique? Réclamer une augmentation de salaire serait «syndical» mais contester la politique patronale, et de fait l'exploitation capitaliste serait politique? Comme on peut voir, c'est absurde, mais c'est surtout hypocrite. Car qui jugera? Pas les juges en robe, mais avant eux les patrons et leur maîtrise. Et ce sera bien souvent sans appel. Car ce sont eux qui font la loi, leur loi, et qui l'interprètent.

Entrer dans cette logique-là, c'est accepter le «droit» patronal, inscrit dans la plupart des règlements intérieurs des entreprises qui interdisaient de faire pénétrer des journaux politiques dans les entreprises. De tels règlements qui, même s'ils ne sont plus appliqués à la lettre aujourd'hui, pourraient l'être de nouveau. Ils instituent ce principe qu'une fois franchie l'entrée de l'usine et du bureau, les salariés perdent leurs qualités et leurs droits de citoyens. Sauf que les patrons gardent, eux, toutes leurs prérogatives et n'hésitent pas à s'en servir. Il faut refuser de se placer sur un tel terrain, mais au contraire revendiquer le droit pour le monde du travail de faire sa politique, sous toutes les formes possibles.

Faire reculer les idées du FN, dans les entreprises, c'est vital pour l'avenir de la classe ouvrière. Mais cela ne peut se faire que sur la base d'un renouveau des idées et des comportements de lutte de classe, qui donneraient aux travailleurs de véritables perspectives de lutte contre la précarisation des statuts, contre le chômage, et les bas salaires. Une telle remontée du mouvement ouvrier est le seul moyen de faire face efficacement au FN et à son faux radicalisme, fondé sur des idées et un programme antiouvriers.

Roger PÉRIER

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

FAIRE BARRAGE AU FN, C'EST D'ABORD AFFRONTER LA GAUCHE QUAND ELLE APPLIQUE LE PROGRAMME DE LE PEN

C'est entendu. Pour garder leurs places et l'accès à la mangeoire des conseils régionaux, des élus de droite ont accepté les voix du Front National. Aujourd hui, la gauche au gouvernement fait pire : du Front National, elle reprend le programme.

Non seulement elle nous sert à nouveau le refrain anti-immigrés, avec cette fois Chevènement pour interprète, sur paroles de Pasqua et musique de Le Pen, mais elle le met en pratique.

En faisant droguer, matraquer, ligoter à leur siège, et même bâillonner des travailleurs immigrés pour les expulser, Chevènement agit aussi ignoblement que ses prédécesseurs. Davantage même puisque, pour les arrêter plus facilement, il leur a fait miroiter d'abord la régularisation de leur situation. Des dizaines de milliers de ceux qui se sont ainsi déclarés, reçoivent ou vont recevoir un arrêté de reconduite à la frontière, ce qui signifie qu'ils n'ont légalement plus aucun espoir de régularisation. Sans compter ceux qui ont été licenciés… parce qu'ils avaient donné les coordonnées de leur employeur !

Des réactions, heureusement, il recommence à y en avoir. Il y a eu des occupations d'églises pour rappeler à l'opinion qu'à la suite de ses promesses, le gouvernement ne fait que lanterner depuis des mois des dizaines de milliers d'hommes et de femmes sous la menace d'une arrestation et d'une expulsion. Il y a eu aussi des actions, comme celle des militants des JRE qui, à l'aéroport de Roissy, ont contacté les passagers et ont fait échouer une expulsion à la grande fureur du ministre de l'Intérieur Chevènement. Lequel Chevènement a réussi à se ridiculiser et à étendre la protestation en s'en prenant aux trotskystes « instrumentés de l'étranger ».

Il y a eu la réaction des équipages qui ont refusé de décoller, celle des syndicats de l'aéroport ou d'Air France qui ont protesté. Il y a eu celles des comités et associations de défense des sans-papiers. Puis il y a eu la réaction des 133 cinéastes. Las du double langage et des tergiversations de ceux qui font passer leur solidarité avec le gouvernement « de gauche » avant leur solidarité avec les sans-papiers, ils se sont résolus, un an après leur appel contre les lois Pasqua-Debré, à lancer un nouvel appel public dénonçant cette fois « l'acharnement répressif » du gouvernement de gauche. Ils revendiquent des papiers pour tous ceux qui demandent leur régularisation. Des écrivains ont suivi leur exemple quelques jours plus tard. Il y a eu également les protestations individuelles de quelques membres du PC et de certains Verts, en opposition, sur ce point, avec la politique de leurs partis et des représentants de ceux-ci au gouvernement.

Mais le PC comme les Verts, en tant que tels, ont veillé soigneusement à ne pas mettre le gouvernement en difficulté. Les députés communistes, sauf Braouzec, se sont contentés de s'abstenir sur la loi Chevènement qui reprend pour l'essentiel les lois Pasqua-Debré, donc ont décidé de la laisser passer. Et si cinq députés Verts ont voté contre, la ministre Voynet et les ministres communistes, comme tous les autres, ont réaffirmé leur solidarité avec Chevènement. Et à la suite des rappels à l'ordre de Jospin à l'encontre des quelques députés opposés aux expulsions, Hue a obtempéré et tenu à réaffirmer à la presse : « *Non, je ne vois pas de fissures au sein de la majorité…* »

Voynet et Hue sont d'accord : qu'il soit bien clair que l'opposition à la politique anti-immigrés du gouvernement Jospin, comme sur le reste, ne viendra pas de la majorité dite plurielle. Qu'il soit donc bien clair aux yeux de ceux qui manifestaient sous Juppé-Debré contre les lois anti-immigrés, qu'ils ne devront, cette fois-ci encore, compter que sur leurs propres initiatives pour s'opposer à la politique anti-immigrés de Jospin-Chevènement.

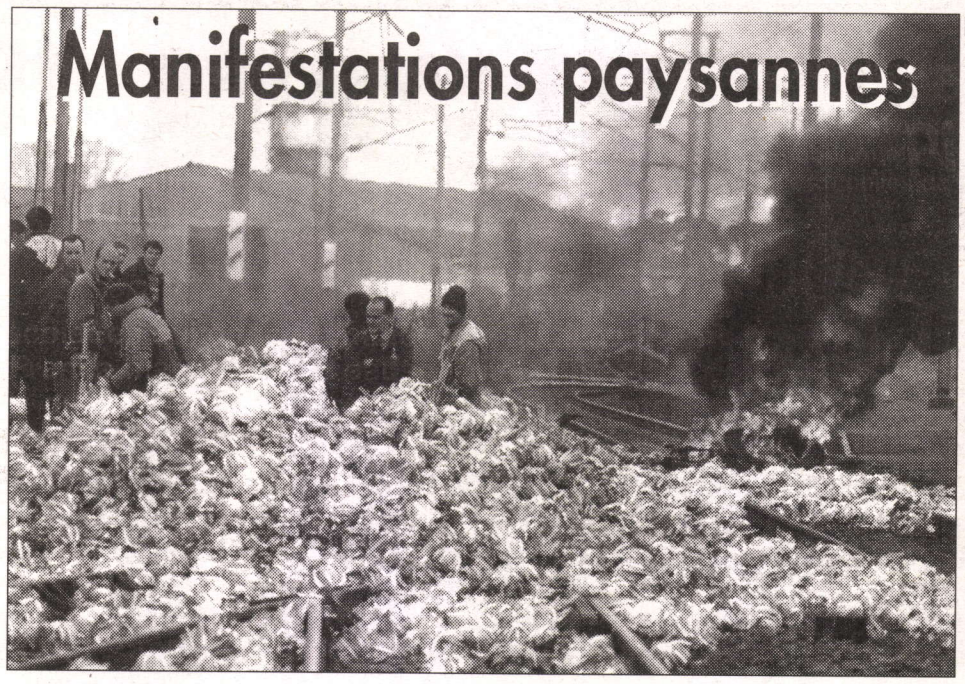
L'attaque contre les sans-papiers fait partie de tout un ensemble d'attaques contre la classe ouvrière, contre les chômeurs, contre les plus pauvres, les plus vulnérables. Les travailleurs immigrés clandestins sont une fraction, des plus exploitées et des plus opprimées du prolétariat. Le combat pour la reconnaissance de leurs droits est un des épisodes de la lutte de classe. C'est le même combat.

La loi Chevènement a certes été votée. Reste à pouvoir l'appliquer, même si pour sa part, le gouvernement socialiste est prêt à se montrer aussi dur que la droite, et même plus dur, tant il veut donner de gages aux ennemis des travailleurs. Mais il ne sera pas si facile de procéder aux expulsions et de réprimer en douce, si tous ceux que la loi indigne se mobilisent. On l'a vu, ne serait-ce qu'avec la seule initiative des JRE à Roissy.

Une nouvelle mobilisation, comme en 1996 au moment de l'évacuation de l'église Saint Bernard puis dans les mois qui ont suivi, peut susciter un mouvement d'opinion entravant les mesures gouvernementales. Certes, cela signifie que tous ceux qui veulent sincèrement lutter contre le racisme et la xénophobie et faire barrage aux idées d'extrême-droite, ne doivent pas hésiter à engager un bras de fer politique avec un gouvernement de gauche qui subit la pression de cette extrême-droite. Il y faudra sans doute des actions déterminées comme des manifestations de rue qui rassemblent autant de monde, autant de jeunes, plus même, que celles qui ces derniers mois rassemblaient ceux qui voulaient s'opposer à Le Pen. Mais ceux qui veulent faire barrage à Le Pen, doivent bien être capables de faire barrage à un Chevènement qui reprend à son compte la démagogie de Le Pen. Cela comptera non seulement pour les sans-papiers, mais aussi pour l'ensemble du climat social. Le camp des travailleurs ne pourra que s'en sentir renforcé et encouragé.

R.P.

Leur société



AFP

PRODUIRE POUR LES BESOINS DES HOMMES, ET PAS POUR LES PROFITS CAPITALISTES !

Après les producteurs de pommes qui avaient bloqué les routes dans plusieurs régions pour protester contre les prix bradés auxquels les centrales d'achat des grandes surfaces les forçaient à vendre, ce sont les légumiers bretons qui viennent d'entrer en scène.

Durant le week-end de Pâques, ils ont déchargé des cargaisons de choux-fleurs sur des axes routiers et ils ont interrompu le trafic ferroviaire en s'en prenant à des installations de la SNCF. Dans une période où une partie de la population voyage plus que d'habitude, de telles actions ne sont pas passées inaperçues. C'était d'ailleurs le but recherché. Les légumiers de Bretagne, qui en ont assez de ne pas pouvoir s'en tirer quand les grossistes de la distribution achètent leurs choux-fleurs en dessous du prix de revient, espèrent ainsi forcer la main aux pouvoirs publics et obtenir qu'ils débloquent des subventions pour compenser la baisse des cours.

Pour expliquer de telles baisses des cours, la presse invoque régulièrement la « loi du marché » et la concurrence de choux-fleurs, mais aussi d'endives, d'artichauts, de pommes, de fraises, etc., produits à moindre coût dans d'autres pays d'Europe ou d'ailleurs. Mais de telles « explications » éclairent moins le public qu'elles ne lui masquent le fait que, derrière ces lois économiques, se dressent les intérêts bien concrets des capitalistes qui contrôlent la distribution et le grand commerce. Ce sont eux qui font les cours et dictent leur loi, celle de leurs intérêts, aux producteurs comme aux consommateurs.

Sauf exception, les producteurs ne remettent pas en cause ce système en tant que tel, même s'ils se dressent parfois avec violence contre ses effets négatifs pour eux, comme on a pu le voir à la télévision. En Bretagne, par exemple, les légumiers travaillent, pour la plupart, sur des exploitations familiales de 10 ou 15 hectares, donc bien modestes, qu'ils aspirent à développer, à rendre plus productives, plus concurrentielles. Quitte, pour cela, à s'endetter auprès de banques comme le Crédit Agricole, dont le poids se fait sentir sur le monde paysan, en particulier sur ses éléments les moins solides.

Et même si les choux-fleurs bretons ou les pommes du Midi revenaient plus cher que d'autres, pourquoi leurs producteurs devraient-ils en faire les frais ? Pourquoi les grandes surfaces ne rogneraient-elles pas sur leurs marges, elles dont on sait qu'elles font plusieurs fois la culbute en revendant 10 F au moins des fruits et légumes qu'elles prétendent ne pas pouvoir payer plus de 2 F aux producteurs ?

Ces grandes surfaces ne réduiront jamais leurs marges de leur plein gré : il faudrait les contraindre. Mais tous les gouvernements s'y refusent, car ils sont d'abord au service des grosses sociétés, dans l'agro-alimentaire comme ailleurs.

Périodiquement, on assiste à des explosions de colère paysanne, comme celle des légumiers de Bretagne. Et les formes, plus ou moins violentes, de cette colère sont montrées du doigt par les gouvernants, qui espèrent ainsi la rendre impopulaire parmi la population urbaine. Pourtant, même si nombre de leaders syndicalistes paysans sont de droite, les travailleurs des villes auraient tout intérêt à ne pas se laisser opposer à ceux des champs.

On nous dit que les légumiers bretons ont des problèmes parce qu'un hiver doux a provoqué une récolte abondante et précoce qui aurait fait s'effondrer les cours. Mais qu'est-ce que cette société où l'abondance serait source de catastrophe ! Ne devrait-elle pas, au contraire, permettre de satisfaire tous ceux qui se privent de produits frais et assurer aux producteurs de quoi vivre dignement de leur travail ?

Au lieu de cela, on a détruit un quart de la récolte de choux-fleurs. Et on fait la même chose avec les pommes, les poires, le raisin et combien d'autres productions agricoles, comme si tout le monde était rassasié ! Pour éviter que des millions de ruraux se retrouvent sur la paille, la seule solution – si l'on peut dire – qu'envisagent les autorités c'est, une nouvelle fois, de verser des subventions pour financer la destruction de leur production.

Ce monde, où seuls comptent le profit et la loi des capitalistes qui font « le marché », est décidément fou à lier.

P.L.

OÙ EN EST LA LCR? ET OÙ POUVONS-NOUS ALLER ENSEMBLE?

Nous revenons (voir précédent n° de *LO*, n° 1552 du 10/04/1998) sur les trois articles que nous a consacré *Rouge* (19 mars, 26 mars et 2 avril), nous donnant ainsi l'occasion d'une discussion publique de nos positions politiques, de nos appréciations de la situation et de nos résultats respectifs aux dernières élections régionales qui ont sanctionné – provisoirement – ces politiques.

Tout d'abord, répétons que nous sommes les derniers à nous faire des illusions sur l'importance et la portée des résultats que nous avons obtenus, ni même sur la totalité des voix qui se sont portées sur des listes, dites à tort ou à raison d'extrême gauche, à ces dernières régionales. Nous avions d'ailleurs la même appréciation nuancée de nos résultats à l'élection présidentielle.

Cela dit, il est de fait, tout le monde a pu le voir, que les résultats des listes de Lutte Ouvrière ont été sensiblement supérieurs à ceux des listes «alternatives» ou pas, auxquelles participait la LCR.

Pour la LCR, les résultats de LO seraient dus à des facteurs secondaires. Pour nous, les résultats de la LCR comparés à ceux de LO sont dus à une différence fondamentale de politique (cf n° de *LO* déjà cité).

Nous répétons que la LCR, dans son propre intérêt et dans celui de notre cause commune, devrait avoir une «*continuité politique*» et «*une claire identification de ses thèmes de campagne et de ses représentants*» (nous paraphrasons ainsi une citation de *Rouge* du 26 mars). C'est-à-dire, en d'autres termes, qu'elle devrait renoncer à chercher une alternative à un parti prolétarien, à l'aide de militants, de groupes qui, pour la LCR, seraient «objectivement anticapitalistes» sans l'être consciemment.

Front unique, oui, mais sur une claire base de classe

On peut faire éventuellement un Front unique avec de telles forces, c'est-à-dire frapper ensemble un adversaire commun, ou lutter pour un objectif commun, mais à la condition de marcher séparément, sans se fondre dans une nébuleuse programmatique. Il faut une claire identification de ce que nous sommes, pour former et éclairer l'avant-garde des travailleurs et de la jeunesse prolétarienne, voire intellectuelle si elle choisit ce camp.

Il est indispensable de présenter à la classe ouvrière, au prolétariat, aux salariés en général, une politique claire, c'est-à-dire une politique de classe. Il est indispensable de montrer aux travailleurs que la classe ouvrière peut avoir des alliés mais qu'elle doit toujours se méfier de ces alliés qui ne peuvent être que circonstanciels. Voilà l'ABC du marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire du trotskysme.

Quant à dire que le vote d'extrême gauche est une réalité (*Rouge* du 26 mars), c'est une constatation qui ne nous avance guère, si on n'en estime pas exactement l'importance – et les limites – et si l'on ne se trompe pas sur sa signification.

Pour *Rouge*, il s'agit «*de traduire ce vote en forces de mobilisation sociale et politique*». Cette phrase ressemble à celle où, après les présidentielles de 1969, *Rouge* écrivait qu'il fallait «organiser les deux cent mille électeurs d'Alain Krivine». Il faut au contraire essayer de comprendre ce qu'un tel vote mesure, ce qu'il exprime, à quelles forces, à quelle mobilisation sociale et politique exacte il correspond, au lieu de prétendre le «traduire» en mobilisation sociale et politique.

Si l'on croit que le principal facteur de transformation sociale, même réduite à des objectifs limités ou défensifs, est la lutte des travailleurs, c'est à implanter un parti dans la classe ouvrière qu'il faut choisir de consacrer l'essentiel de ses efforts. Surtout lorsqu'on n'est pas un parti mais un petit groupe.

Pour notre part, nous avons choisi, comme aux présidentielles, de nous adresser avant tout aux travailleurs confrontés à une situation sociale tragique que le gouvernement de gauche ne cherche pas à résoudre. Et depuis 1995 nos résultats semblent nous donner raison par rapport aux choix de la LCR.

Dans un autre domaine, il est faux de prétendre que nous refuserions de nous trouver dans la rue aux côtés du PC ou du PS contre Le Pen. Mais nous n'oublions pas que PC, PS et Verts s'allient, aujourd'hui même, à la droite. Il ne faut pas oublier que, dans ce contexte, le Parti Communiste et le Parti Socialiste essayent de se donner une image radicale sur Le Pen et qu'il ne s'agit pas là d'antifascisme. Car toute la classe politique, ou presque, est contre Le Pen. Quand cela ne la dérange pas! Mais cela n'empêche pas le Front National d'exister et de se maintenir, voire de se renforcer. Et les manifestations ne suffiront pas à le faire reculer.

Ce qui est erroné dans la politique de la LCR, c'est d'abandonner le terrain de classe. Elle prend, certes, l'initiative de luttes respectables, aux côtés de militants respectables aussi.

Mais le seul centre constant de la politique de la LCR, c'est de considérer que le terrain de classe ne doit plus être exclusif, ce qui revient, étant donné les forces de la LCR, à l'abandonner pour courir après d'autres forces qui seraient «des alternatives» aux luttes de la classe ouvrière. Bien sûr, lorsque la classe ouvrière entre en lutte, la LCR en est. Mais lorsqu'elle n'est pas en lutte, au lieu de considérer qu'il faut consacrer toutes les forces des révolutionnaires à préparer ces luttes-là, même dans les périodes d'accalmie, la LCR essaie d'engager ses militants dans des raccourcis. C'est ainsi qu'on assiste à la dispersion dans laquelle les candidats de la LCR se sont retrouvés dans les dernières régionales. Et ce n'est pas nouveau.

La lutte de classe est au point mort? Alors, cherchons-lui des succédanés, dit en substance la LCR.

Nous espérons revenir, dans *LO*, sur ces questions mais nous voudrions dire quelques mots du troisième numéro (*Rouge* du 2 avril) où la LCR nous consacre un article.

Quand les rédacteurs de *Rouge* ne s'entendent pas

«*Mais où était LO?*». C'est sous ce titre que *Rouge* critique notre absence à la manifestation du samedi 28 mars. D'après *Rouge*, «*LO aurait soudainement pris conscience qu'il s'agissait de manifester pour un "Front Républicain" c'est-à-dire une alliance politique du mouvement ouvrier avec des secteurs de la bourgeoisie contre le fascisme et en défiance de la démocratie. Était-ce le cas des mobilisations du 28 mars? Non, mille fois non!*»

Et comme argument, *Rouge* se félicite du fait que le PS et le PC n'avaient pas été en tête du cortège, mais en arrière des «*associations antifascistes*».

Et *Rouge* poursuit : «*Il s'agit en effet de mobilisations exprimant un front unique antifasciste... Nos camarades de LO devraient se souvenir du combat mené par Trotsky lors de la montée du fascisme en Allemagne.*»

Nous dirons que nos camarades de la LCR devraient se souvenir aussi du combat mené par Trotsky contre les Fronts Populaires (à l'époque, il ne s'agissait pas de «fronts républicains») comprenant le PC, le PS et des «radicaux socialistes».

Alors, s'il était vrai que les manifestations du 28 mars n'étaient pas une alliance politique du «*mouvement ouvrier*» (laissons ce terme à *Rouge*) avec des secteurs de la bourgeoisie, que signifient les deux articles (page 3 de *Rouge* du 2 avril) dont l'un est surtitré : «*La quinzaine de la honte se sera terminée sur un grand nombre de manifestations à travers le pays.*»

Qu'était-ce donc, cette «*quinzaine de la honte*»? Le fait qu'une partie de la droite ait soutenu le FN contre le PS? Pourquoi présenter cela comme honteux alors que c'est politiquement naturel et social? Pourquoi oublier les rapports de classe et ce que représentent tous les partis bourgeois?

Ces manifestations, elles protestaient contre quoi, en réalité? Lisons donc *Rouge*, qui rapporte complaisamment :

«*Environ 20 000 participants se sont au total rassemblés pour dire leur refus de voir le FN placé au cœur de la vie politique avec la complicité d'un secteur de la droite traditionnelle*». (...)

«*Enfin et c'est logique, la mobilisation s'est déployée avec une ampleur particulière dans les régions où le président de droite du conseil régional avait été élu avec les voix du FN sans démissionner.*»

Et encore, plus loin :

«*À Amiens, manifestation régionale de plus de 5 000 participants pour exiger la démission de Baur. À Montpellier, autre lieu de la mobilisation, cette fois contre Blanc, on comptait de 12 000 à 15 000 manifestants avec une mobilisation exceptionnelle des secteurs de la culture. Chiffre identique à Lyon pour exiger la démission de Millon...*»

Alors, ces «*manifestations antifascistes*» ne protestaient-elles pas aussi contre le fait qu'une partie de la droite ne s'était pas comportée en «droite républicaine»? Ces jeunes manifestants et ces moins jeunes qui croyaient manifester contre le fascisme ne manifestaient-ils pas, trompés qu'ils étaient par les initiateurs de la manifestation, contre le fait qu'une partie de la droite n'était pas «républicaine» et avait «*placé le FN au cœur de la vie politique*»? Même si cette fraction de la droite n'avait pas agit ainsi, est-ce que le Front National ne serait pas, de toute façon, au cœur de la vie politique? Même s'il ne possède pas certains leviers de commande, il pèse dessus, depuis bien longtemps, par droite, PS et parfois même PC interposés.

A quoi sert-il alors qu'un autre article de *Rouge* parle du «*leurre du Front Républicain*» si la LCR utilise son crédit, même s'il est faible, à tromper ainsi des jeunes, des travailleurs, des syndicalistes, en leur faisant croire qu'ils peuvent de cette façon lutter contre le fascisme?

Par un tour de passe-passe, *Rouge* nous accuse de dire qu'entre PS et PC d'une part et FN de l'autre, il n'y aurait que des nuances de vocabulaire et d'attitude. Bien entendu, nous ne relèverons pas une telle ineptie, que nous n'avons ni écrit, ni suggéré, ni même laissé entendre. Mais les faits sont les faits et Chevènement est ministre du socialiste Jospin.

Et où et quand la LCR, *Rouge* ou ses rédacteurs, ont-ils protesté contre le fait que le Parti Socialiste acceptait et réclamait même de voir ses présidents d'assemblées régionales, là où ils n'avaient qu'une majorité relative par rapport à la droite «classique» et «républicaine» être élus grâce à l'abstention de la droite.

C'est de la droite, celle de Pasqua, Séguin, Léotard etc., que le PS acceptait le soutien. Car il s'agit d'un soutien ouvert. Un soutien qui avait d'ailleurs une contrepartie : c'est que le PS et le reste de la «gauche plurielle» en faisaient autant là où la droite «classique», «républicaine» avait la majorité relative contre la gauche plurielle.

Mais, un «front républicain» n'est-ce pas justement cela? Et la LCR n'en a rien dit!

C'était pour faire barrage au FN?

Mais cela ne change rien à la nature de l'alliance qui n'est pas un front antifasciste prolétarien, même si l'on cite Trotsky qui ne peut évidemment protester.

Et comme on l'a vu, cela n'a guère fait barrage au FN partout. De plus, cela entretient l'illusion criminelle qu'il y aurait une bonne droite et une mauvaise droite. Que Pasqua (dont *Rouge* dit pourtant tout le mal qu'on peut en penser) qui ne veut pas faire alliance avec le FN serait bien plus honnête que Millon qui a fait une alliance «honteuse».

Et les jeunes manifestants et les moins jeunes qui ont manifesté contre les politiciens de la droite qui n'avaient pas su résister aux sirènes du FN, félicitaient de fait, par la même occasion, les politiciens de droite qui l'avaient fait.

Voilà ce que signifiait, de la part de la LCR, la participation à ces manifestations, et surtout leur éloge sans nuance, sous prétexte que ces manifestations seraient «*restées, en dépit des tentations de certains secteurs de la social-démocratie pour le "Front Républicain", des mobilisations de la gauche, sociale et surtout politique*».

Le caractère d'une manifestation ne dépend pas seulement de qui y participe, il dépend surtout de son but et de ce qu'il y a dans la tête des manifestants.

C'est pourquoi nous disons que ce qu'il faut, de la part d'une organisation révolutionnaire, c'est, en tout temps, en tout lieu, en toute circonstance, à toute occasion, éclairer les travailleurs, la jeunesse ouvrière et la fraction de la jeunesse intellectuelle qui rejoint leur camp, sur la nature des rapports de classe qui soutendent chaque phénomène de la vie politique.

C'est ce que nous, nous aurons à proposer à la LCR, dans la période qui vient et, éventuellement, pour les Européennes.

Georges KALDY

Amazonie

L'INCENDIAIRE, C'E SYSTÈME D'EXPLOITA

Plus de 30 000 km² – trois millions d'hectares – ont été ravagés au cours des mois de février et mars par des incendies catastrophiques dans l'État du Roraima, dans le nord du Brésil. Des zones forestières calcinées, du bétail mort, des animaux sauvages, des poissons, décimés, les plantations des Indiens envolées en fumée, l'équilibre naturel de la région affecté… le désastre est lourd.

La sécheresse sévissait dans la région depuis plusieurs mois, conséquence du phénomène climatique cyclique baptisé El Niño. Mais si El Niño est responsable de la sécheresse, ses conséquences sur la forêt amazonienne – catastrophe écologique – et ses conséquences sur les populations pauvres du Roraima – catastrophe humaine – ne sont, elles, pas imputables à un phénomène naturel. Elles ont des causes sociales et politiques directes.

Dans le Roraima, les incendies se sont propagés à partir des « brûlis » pratiqués par les paysans sur des terrains récemment déboisés. Alors, la faute aux paysans, imprudents et irresponsables ?

Mais il faut savoir que ces petits agriculteurs sont des colons que les gouvernements successifs du Brésil ont poussés, depuis le début des années 70, à quitter le Sud et le Nordeste pour venir s'installer dans ces régions forestières, à grand renfort de propagande mensongère et de promesses éhontées. Cette politique sert aux dirigeants brésiliens comme exutoire à la crise agraire, aiguë et permanente. 2 % de privilégiés accaparent plus de la moitié des exploitations agricoles du pays ! Et l'Amazonie a servi de prétexte officiel pour offrir « *une terre sans hommes à des hommes sans terre* », selon le slogan officiel : autant dire une soupape face aux explosions de la colère des sans-terre contre les grands propriétaires et leurs tueurs à gages.

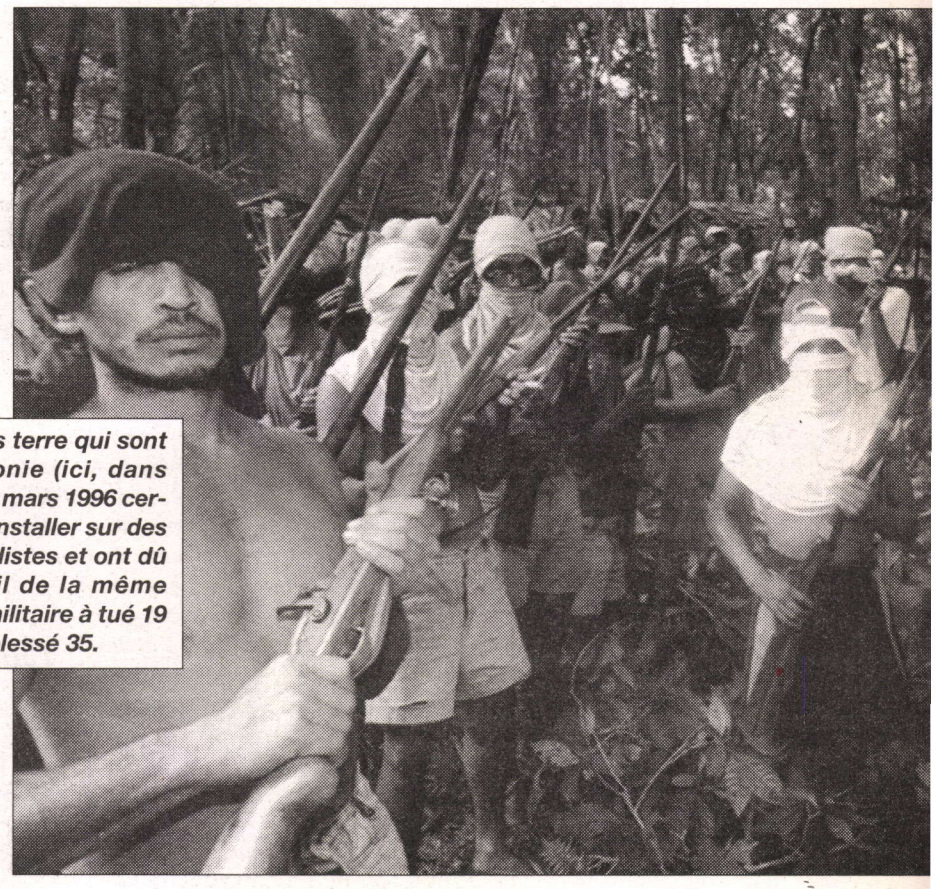
Actuellement, d'ailleurs, des affrontements meurtriers ont lieu dans un État voisin, le Para, en particulier à la suite de l'assassinat de deux dirigeants du Mouvement des sans-terre (MST). *Le Monde* rapporte que, « *depuis le début de l'année, plus de 130 fazendas* (grandes propriétés) *ont été envahies par des militants du MST dans 13 des 27 États brésiliens* ».

A la répartition des terres de type féodal qui est à la base de tout cela, les régimes dits démocratiques qui ont succédé à la dictature militaire n'ont pas davantage voulu toucher, si peu que ce fût. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel président Cardoso, par exemple, en janvier 1995, plus de 47 000 km² de forêt ont été détruits (et dire que c'est au Brésil, à Rio, que s'est tenu le Sommet de la Terre, en 1992 !).

La presse met volontiers l'accent sur la catastrophe écologique que constitue la destruction de la forêt amazonienne, et c'en est une. Mais les journaliers et les petits paysans misérables qui ont été massivement transplantés dans ces régions, pour n'avoir pas à toucher aux intérêts des latifundiaires dans le reste du pays, y sont condamnés à végéter dans la misère. Une terre déboisée leur permet à peine deux années de récolte, après quoi ces sols, peu favorables à l'agriculture, sont épuisés. Les paysans-colons sont donc contraints à détruire toujours plus de forêt pour survivre, isolés et sans aide sanitaire qui plus est. Ils sont les premières victimes de la situation.

Ainsi la tribu de quelque 20 000 Yanomamis, confrontée maintenant à la famine par suite de la perte des récoltes, aux risques d'épidémies, à la destruction du gibier. La disparition de ces populations d'Indiens ne désole pas tout le monde : leur territoire, riche d'or et de cassitérite, est sérieusement convoité. Une bonne partie d'entre eux avait déjà été décimée en l'espace de trois ans, entre 1987 et 1990, par une ruée vers l'or et tout ce qui accompagne ce genre de choses en fait de tueries, de maladies, de pollution, etc.

La colonisation de l'Amazonie brésilienne répond, par ailleurs, aux vœux de l'armée, qui la présente comme un objectif stratégique : dans une perspective nationaliste, il s'agirait d'« intégrer » la région au territoire national, de façon à écarter des convoitises étrangères… en la peuplant par n'importe quel moyen et dans n'importe quelles conditions.



Des paysans sans terre qui sont venus en Amazonie (ici, dans l'état du Para). En mars 1996 certains voulaient s'installer sur des terres de Latifundistes et ont dû s'armer. En avril de la même année, la police militaire à tué 19 paysans et en a blessé 35.

L'AMOUR CAPITALISTE DE LA F

La colonisation de l'Amazonie brésilienne telle qu'elle est pratiquée ne représente pas seulement une politique gouvernementale de facilité, un exutoire tout trouvé, face à l'autre politique qui consisterait à s'attaquer aux privilèges des grands propriétaires afin de donner la terre aux paysans pauvres. C'est aussi une entreprise délibérée de destruction de la forêt destinée à engraisser de grandes firmes de l'agro-business et le monde des affairistes qui gravite autour.

Dès les années 60, les gouvernements brésiliens ont entrepris la construction d'un réseau autoroutier considérable – infrastructure indispensable, mais aussi source de grosses fortunes –, ils ont fait défricher des millions d'hectares de forêts, le plus souvent volés aux tribus indiennes. En raison de la nature des sols, et de la pauvreté des moyens des petits colons, les expériences de mise en valeur agricole furent en général des faillites rapides. Et on transforma la forêt en pâturages.

Là, il n'était plus question de petits paysans et de petits moyens, mais d'« investisseurs », à qui des surfaces immenses de forêt vierge furent cédées à des prix dérisoires. Ils les traitèrent avec des défoliants répandus par avion, et se mirent à élever des bovins sur les prairies artificielles par lesquelles ils remplaçaient la forêt. Ces pâturages n'offrirent, d'ailleurs, qu'un rendement médiocre.

Gaspillage ? Certes, mais cela dépend pour qui.

Pas pour les comptes des gros propriétaires de ranches d'élevage de bovins et des firmes concernées, qui exportent la quasi-totalité de la viande sur les marchés d'Amérique du Nord.

Et pas pour les banquiers. L'argent des grands travaux de base avait été avancé par la Banque mondiale, le Département d'État américain et d'autres banques américaines, et cela n'a pas peu contribué à accroître la dette publique extérieure du Brésil, tout en enrichissant les organismes financiers en question.

Cette « mise en valeur » de l'Amazonie a coûté la vie, cependant, à la plus grande partie des Indiens qui y vivaient, massacrés, décimés par la rougeole et la grippe amenées par les migrants dans leurs territoires. Elle a coûté la vie aussi à bien des défenseurs des pauvres, assassinés comme, en décembre 1988, Chico Mendes, qui était un dirigeant syndical des récolteurs du latex des hévéas sauvages (les « seringueiros ») et qui était un des plus connus.

Et ça continue. Au cours des dernières années, des compagnies forestières – asiatiques, en l'occurrence – qui contrôlent les deux tiers du commerce mondial des bois tropicaux, se sont approprié d'immenses territoires de forêts. Leurs méthodes de surexploitation des hommes et de la nature, leur mépris de toute légalité, ne sont pas différents, et pas davantage la bénédiction complice qu'elles reçoivent du pouvoir brésilien. C'est un phénomène analogue qui a entraîné les grands incendies qui ont dévasté une partie de l'Indonésie, à l'automne dernier, et enfumé toute une partie du monde. Liés en

ST LE TION

Et il y a, en outre, les intérêts de politiciens pour qui l'augmentation de la population du Roraima signifie davantage d'aides venant du gouvernement fédéral, donc davantage d'argent à leur portée.

Face à tous ces intérêts coalisés, la masse des paysans, les Indiens survivants – et la forêt amazonienne – sont dans une situation tragique. A côté des possédants, des potentats et de leurs hommes de main, El Niño est bien un petit garçon…

Christiane LE GUERN

AFP

FORÊT

partie là aussi à la sécheresse entraînée par El Niño, ils ont été causés surtout par la recherche anarchique du profit à court terme de ces grandes compagnies forestières, cotées en Bourse à Hong-Kong, qui se sont taillé des empires en taillant dans la forêt à bulldozer que veux-tu.

Le massacre de la forêt amazonienne et de l'immense ressource qu'elle constitue pour la vie sur cette planète, cette entreprise délibérée continue. Le massacre des pauvres aussi. Les deux sont liés.

C.L.G.

Tchad

UNE SALE ODEUR DE PÉTROLE

Cela fait maintenant quelque 25 ans que l'existence de champs pétrolifères a commencé à être connue dans le sud du Tchad.

Les recherches ont connu depuis lors de nombreuses péripéties, souvent violentes, auxquelles les rivalités entre compagnies pétrolières, et bien sûr les luttes entre les clans guerriers intéressés, n'étaient pas étrangères.

Aujourd'hui, alors qu'on en est à la veille de la mise en exploitation, la lutte rebondit entre le dictateur Déby et plusieurs clans régionaux, pour s'approprier les retombées à venir – étant bien entendu que ce sont les compagnies pétrolières exploitantes qui profiteront de l'essentiel de la manne.

Quant à la population, elle fait déjà les frais de la situation, comme en témoigne l'article extrait du *Pouvoir aux Travailleurs* (n°256), édité par nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Com-munistes Internationalistes, que nous publions ci-dessous.

Environ 11 millions de tonnes de brut par an, 225 000 barils par jour, pendant trente ans d'exploitation en continu, telles sont les potentialités des 300 puits de pétrole décelés dans la région de Doba, au sud du Tchad. La réserve de Doba serait équivalente ou supérieure à celle du Gabon. Elle sera destinée à l'exportation uniquement.

Un autre gisement pétrolier est découvert à Sédigui, près de Ndjaména. De moindre importance, il sera destiné à la consommation locale, éventuellement au commerce avec les pays voisins comme la Centrafrique ou le Niger.

La joie est grande pour la plupart des Tchadiens, qui croient que le pétrole va apporter un changement de leurs conditions de vie. D'autant que les colonisateurs laissaient entendre que le sous-sol tchadien est pauvre. À part le natron, il n'y a rien, disaient-ils. Puis la Conoco (Continentale Oil Company), contactée en 1972 par le dictateur Tombalbaye alors président du Tchad, a révélé l'existence du pétrole dans le pays. Tombalbaye a alors signé avec cette compagnie un protocole d'accord. Les recherches ont abouti à la découverte de plusieurs puits de pétrole.

Le gouvernement français n'a pas apprécié l'initiative de Tombalbaye de signer cet accord avec cette firme américaine, le Tchad étant considéré comme une chasse gardée française. Dans un coup d'État monté par Paris, Tombalbaye a été assassiné et remplacé par un autre, le général Malloum. La mort de Tombalbaye a mis fin au contrat d'exploration de Conoco. Avec la guerre civile au Tchad, ce n'est qu'en 1988 que Shell, Esso et Chevron ont repris les recherches commencées par la Conoco. Quand enfin le mythe du pétrole est devenu réalité, Elf cherche à prendre des participations, profitant du retrait de Chevron pour lui racheter ses parts. Des négociations avec les dirigeants tchadiens, de Malloum à Idriss Déby en passant par Goukouni et Hissen Habré sont tenues secrètes. C'est à l'occasion des derniers accords entre le gouvernement et les compagnies pétrolières qu'un coin de voile a été soulevé et des informations ont filtré.

Longtemps cachées aux populations concernées, ces informations concernant le pétrole et sa prochaine exploitation sont confirmées par le consortium même : Shell, Esso et Elf. Et puis certaines réalisations sont déjà visibles dans le pays. En attendant l'an 2000, l'évacuation du premier baril de brut vers le terminal pétrolier flottant au large de l'océan Atlantique (port de Kribi au Cameroun), Elf vient d'inaugurer une station d'essence à Ndjaména, la capitale. De même une société d'études et d'exploitation de la raffinerie du Tchad a vu le jour.

En province, principalement dans la préfecture de Doba, des puits de pétrole sont en train d'être creusés. Une cité « pétrolière » avec des maisons modernes (électricité, eau, téléphone pour cadres du consortium) a poussé au milieu des anciens champs de culture des paysans. La construction d'un pipe-line (le plus long d'Afrique) devant relier les 300 puits de Doba regroupés en trois sites (Miandoum, Kobé et Bolobo) à Kribi au Cameroun est en voie de réalisation.

Alors, rassurés par ces débuts de travaux et par des déclarations démagogiques de leurs dirigeants sur les retombées de l'exploitation du pétrole, les Tchadiens se prennent à rêver. « *On va devenir riches* », ou « *on aura du travail* » ou encore : « *avec les recettes du pétrole, notre pays va sortir du sous-développement* ». Les moins optimistes pensent cependant que leur « *niveau de vie va s'améliorer* » à l'exemple du Nigeria ou du Gabon.

Il est vrai que les retombées économiques peuvent paraître importantes (on parle de 100 à 120 milliards de francs CFA de recette annuelle pour l'État tchadien), ainsi que les effets induits. Par exemple l'embauche de la main-d'œuvre locale, la possibilité de goudronner tous les axes importants du Tchad, le développement du commerce, etc.

Mais les principaux bénéficiaires sont évidemment les compagnies pétrolières internationales, qui vont se partager le gros du gâteau pétrolier. Puis viendront nos dirigeants, qui vont se jeter sur les miettes laissées par le consortium Shell, Esso et Elf. Quant aux pauvres, leur sort ne va pas changer pour autant.

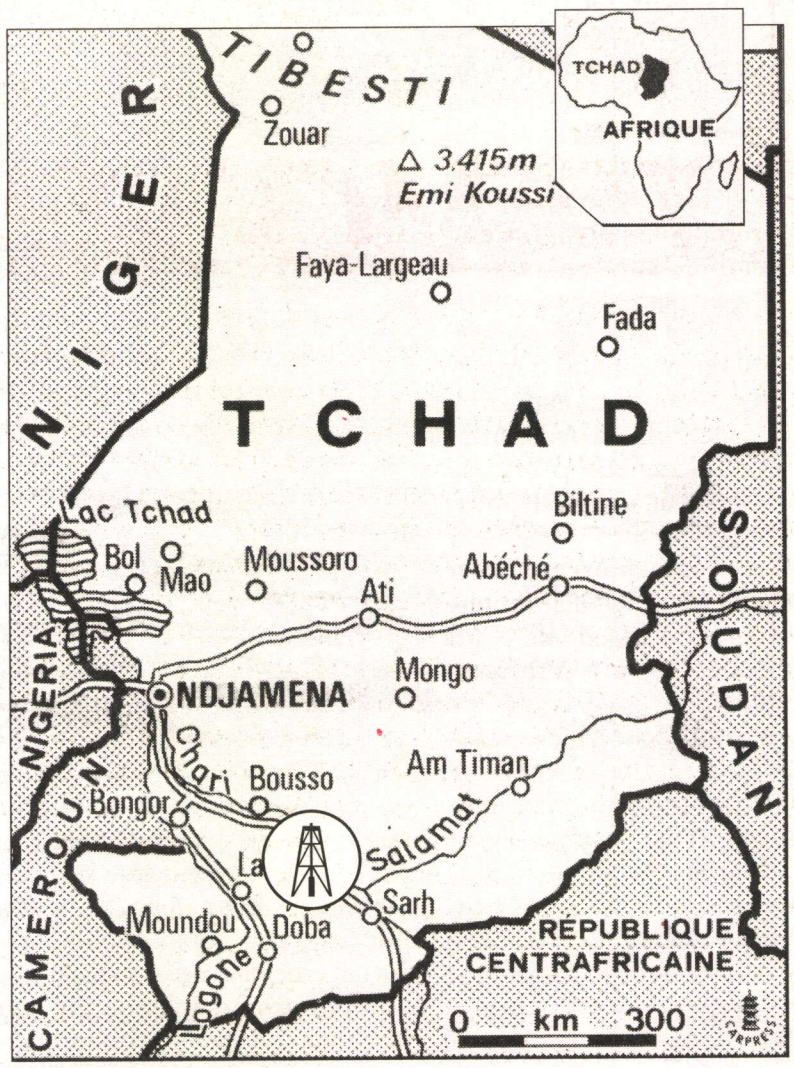
Cet espoir d'améliorer leur vie s'est déjà envolé pour les centaines de paysans pauvres de Doba et leurs familles expropriées de leurs terres et de leurs villages pour vraiment pas grand-chose.

Chez ces paysans dont le champ de mil, de maïs, de riz ou leur concession ont été transformés en concession pétrolière, c'est la colère. Soutenus pas des membres de leurs familles vivant dans les villes, par des associations et défendus par un député fédéral du Logone oriental, ils réclament des indemnisations pour préjudices subis. Jugez-en !

L'hebdomadaire *Jeune Afrique Économie* d'octobre 1997 rapporte : « *Dans le cadre de l'expropriation des paysans* (…) *un manguier déraciné est payé 6 dollars, un karité 10 dollars, un citronnier 6 dollars, un goyavier 6 dollars,* (…) *un carré de sorgho 0,04 dollar, un mètre carré de coton 0,04 dollar, un mètre carré de sésame 0,03 dollar.* »

Cette compensation est franchement ridicule et dérisoire. Elle ne couvre en rien le manque à gagner, qui n'est pas que financier. Les paysans et leurs familles se nourrissent des mangues. C'est donc un coup dur porté à leurs conditions d'existence.

Les cultivateurs ont raison de se révolter.



Irlande du Nord

UN ACCORD «HISTORIQUE» CONTRE LA POPULATION PAUVRE

A en croire le ton triomphant des déclarations officielles, c'est un «accord de paix historique» pour l'Irlande qui a été conclu à Belfast le 10 avril. Selon le Premier ministre britannique Tony Blair, par exemple, l'Irlande du Nord serait sur le point d'entrer dans une «nouvelle ère de stabilité et de prospérité qui fermera une fois pour toutes les blessures du passé».

Un accord à l'essai

A vrai dire, la seule réelle nouveauté dans cet accord tient au fait que pour la première fois depuis le traité de partition de l'Irlande en 1921, les nationalistes du Sinn Fein (partisan de la réunification de l'Irlande) et des dirigeants unionistes (partisans du maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni) ont coexisté pendant plusieurs mois autour d'une table de négociation.

Mais cela ne veut pas dire que les uns et les autres soutiennent sans réserve un accord qui est avant tout le produit de la diplomatie anglaise. Gerry Adams, le leader du Sinn Fein, comme David Trimble, celui du Parti Unioniste Unifié, n'ont pas manqué de le souligner devant la presse au moment même où Tony Blair célébrait son succès.

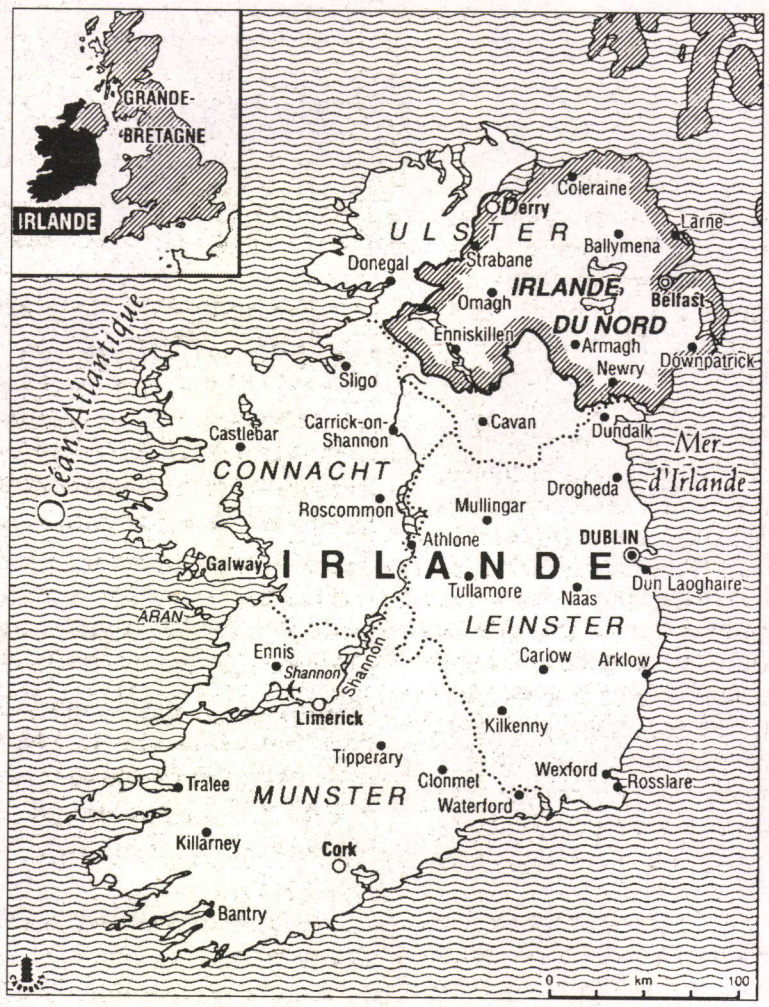
En pratique, l'accord du 10 avril crée un cadre institutionnel (une assemblée élue en Irlande du Nord en juin) dans lequel les négociations en cours se poursuivront. Cette assemblée aura un an pour mettre en place diverses institutions, dont un gouvernement, une série de comités destinés à prendre en main une partie des fonctions du secrétariat d'État britannique à l'Irlande du Nord et un «conseil ministériel Nord-Sud» destiné à devenir un lien exécutif permanent entre les institutions politiques d'Irlande du Nord et celles de la république d'Irlande.

Pendant cette année transitoire, la réalité du pouvoir continuera à être exercée intégralement par Londres. Passé ce délai, si les institutions prévues par l'accord n'ont pas été mises en place, toutes ces dispositions seront annulées. Dans le cas contraire, ces institutions assumeront une partie du pouvoir politique dans la province.

Autonomie régionale et renforcement de l'union

Pour l'essentiel, les nouvelles institutions d'Irlande du Nord jouiront de pouvoirs analogues à ceux dont bénéficieront celles d'Ecosse à partir de 1999. La principale différence résidera dans l'existence du conseil Nord-Sud, véritable organe de gouvernement panirlandais, d'une part, et d'autre part dans le fait que par le jeu d'un simple référendum (dont l'initiative reviendra il est vrai au gouvernement britannique) la population d'Irlande du Nord pourra décider de passer de l'orbite anglaise à l'orbite irlandaise.

Néanmoins, dans les faits, l'existence même des institutions ainsi créées rendra une telle décision purement formelle. Car, tout en donnant à l'Irlande du Nord une certaine autonomie régionale, qu'elle conservera même en cas de passage sous la tutelle de Dublin, Londres resserre également les liens avec Dublin, par le bais d'un conseil et d'une assemblée anglo-irlandaise, où siégeront toutes les provinces «autonomes» britanniques (pays de Galles, Ecosse, Ile de Man, et plus tard les îles anglo-normandes telles que Jersey et Guernesey), l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne. Et, au moins au niveau des intentions, il ne s'agit là nullement d'une institution symbolique. Car elle créera des mécanismes de coopération politique et économique permanents entre Londres et Dublin, formalisant ainsi les relations, jusqu'ici surtout informelles, créées par Thatcher avec l'accord anglo-irlandais de 1985.



De ce point de vue, l'allégement de la mainmise britannique sur l'Irlande du Nord ira en fait de pair avec un renforcement de l'hégémonie de Londres sur l'ensemble des îles anglo-irlandaises. On voit d'ailleurs bien les avantages que les bourgeoisies anglaise et irlandaise peuvent trouver à une telle intégration, qui pourrait à terme, aller très loin dans le cadre d'une Europe où aucune d'elles n'est en position de force.

Quel enjeu pour la classe ouvrière?

L'un des aspects les plus frappants de cet accord est la multiplicité des places qui seront ainsi créées pour les nombreuses composantes de la caste politique d'Irlande du Nord. Les politiciens protestants comme catholiques ont, de ce point de vue, tout à y gagner, tout comme d'ailleurs une fraction de cette petite-bourgeoisie catholique frustrée par le manque de carrières, qui se reconnaît aujourd'hui dans les nationalistes du Sinn Fein.

Mais pour la classe ouvrière, celle des ghettos catholiques comme des ghettos protestants, cet accord ne peut rien apporter. Car il ne fera rien pour changer le fond de misère chronique qui sert de ferment aux tensions intercommunautaires et de levier aux politiciens en mal de démagogie. Tout comme en Grande-Bretagne, Blair n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs et aux chômeurs d'Irlande du Nord que de «*devenir plus compétitifs*» pour attirer les investissements étrangers. Bien sûr, et c'est l'un des rôles de l'autonomie régionale, il se décharge de la responsabilité politique de l'austérité à venir sur les politiciens locaux. Mais pas plus pour eux que pour Blair, il n'est pas question de toucher aux avoirs considérables de la bourgeoisie d'Irlande du Nord, sans parler des profits énormes accumulés sur le dos de la classe ouvrière locale dans le passé, pour reconstruire l'économie de la province ou lutter contre la pauvreté qui y sévit.

Mais en plus, les institutions mises en place par l'accord du 10 avril ne font rien pour désarmer la démagogie des politiciens, au contraire, elles l'institutionnalisent. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, l'assemblée d'Irlande du Nord devra prendre les décisions les plus importantes au moyen d'un suffrage pondéré, où de fait seules compteront les voix des élus enregistrés comme «nationalistes» (c'est-à-dire catholiques) ou «unionistes» (c'est-à-dire protestants). Autant dire que la chasse aux voix et au pouvoir en dressant une communauté contre l'autre va continuer de plus belle.

D'autant plus d'ailleurs, qu'outre les courants qui se sont plus ou moins liés à cet accord, il y en a bien d'autres, et certains représentant un poids important, comme le parti protestant de Paisley, qui en sont prudemment à l'écart, conservant ainsi leur liberté d'action pour capitaliser sur le mécontentement que pourrait créer l'accord ou sa mise en place.

Autant dire que l'avenir de cet accord n'est pas assuré, même si, comme on peut s'y attendre, les référendums prévus pour l'entériner en mai en Irlande du Nord et du Sud se traduisent par un vote positif.

Mais même si malgré tout, cet accord se traduit quand même par une stabilisation politique en Irlande du Nord, celle-ci se fera aux dépens de la population pauvre. Et même si les vieux oripeaux moyenâgeux de la discrimination confessionnelle finissent par disparaître, ce qui n'est nullement garanti, il restera à la classe ouvrière la tâche d'abattre une discrimination sociale renforcée par une petite-bourgeoisie hier «radicale», mais aujourd'hui d'autant plus avide qu'elle a été laissée plus longtemps à l'écart de la mangeoire.

François ROULEAU

DES ENSEIGNANTS DU 93 EN LUTTE

Les vacances scolaires qui ont commencé le jeudi 9 avril au soir en Ile-de-France marquent une pause – mais une pause seulement – au mouvement de grève des enseignants, soutenus par les parents d'élèves du 93. Déjà l'assemblée générale des établissements en lutte qui s'était réunie après la manifestation du mardi précédent constatait que ce jour-là environ 70 établissements du 93 étaient en grève, mais surtout que la moitié avait déjà reconduit la grève jusqu'aux vacances. Et surtout, l'ensemble des participants ont fait entendre qu'ils comptaient bien ne pas en rester là. Une vingtaine d'établissement ont d'ores et déjà voté la reconduction de la grève dès le jeudi 23 avril, jour de la rentrée, et pour tous, c'est l'appel à continuer la grève et à participer massivement à la manifestation prévue pour le samedi 25 avril à 14h30 à Paris.

Le mouvement à Saint-Denis

ENSEIGNANTS ET PARENTS AU COUDE-À-COUDE

Après quatre semaines de grève, devant la minceur des propositions ministérielles, les enseignants et les parents d'élèves sont choqués par le mépris du gouvernement face aux besoins mis en évidence dans les établissements scolaires du 93.

En effet, alors que les enseignants ont chiffré dans la plupart des établissements de Saint-Denis à 250 heures (soit une quinzaine de postes d'enseignants) le nombre d'heures nécessaire pour arriver à une réduction des effectifs à vingt élèves par classe, le ministère ne propose, tout au plus, que six heures par-ci, dix heures par-là, sans compter les postes de personnel administratif ou ouvrier nécessaires. À la veille des vacances scolaires, 34 des 52 écoles primaires de la ville de Saint-Denis étaient en grève ou occupées. Les enseignants du primaire ont voté la reprise de la grève à partir du lundi 27 avril. Sur les huit collèges de Saint-Denis et de l'Ile-Saint-Denis, trois ont déjà voté la reprise de la grève pour le jour de la rentrée : un, le collège Elsa-Triolet, à l'unanimité et les deux autres, la Courtille et Sysley, à 75%, les autres devant se déterminer à la rentrée. Les enseignants de la Courtille ont même prévu d'occuper leur collège trois jours pendant les vacances.

Certains parents d'élèves, militants socialistes, commencent à parler d'actions autres que la grève et l'occupation afin, disent-ils, de ne pas léser dans leurs études ou examens les enfants des milieux populaires. Il ne tient pourtant qu'au ministre «socialiste» Allègre que le mouvement prenne fin : en donnant les moyens d'un vrai plan d'urgence pour l'éducation en Seine-Saint-Denis (20 élèves par classe en collège, 25 en lycée, soit en tenant compte du primaire quelque 5000 postes). Car c'est en s'obstinant à n'accorder que des mesures dérisoires, au mépris de l'avenir des enfants (300 postes sur deux ans sans même un budget arrêté), qu'Allègre contraint les enseignants et les parents à continuer la lutte.

Les enseignants sont conscients qu'ils ont intérêt à obtenir le soutien des parents d'élèves, qui sont toujours très déterminés et qui ont joué un rôle essentiel dans la grève. Aussi ont-ils organisé dès le début du mouvement des réunions pour informer les parents.

Ils sont allés dans les cités pour aller discuter avec les parents qu'ils ne voyaient pas aux réunions. Ils ont apporté leur aide aux enseignants des collèges en occupant ceux-ci, ce qui permettait certains jours aux enseignants d'être dans la grève sans être comptabilisés grévistes. D'autres jours, ce sont les élèves qui se sont donné le mot : «*ne venez pas*»...

Des parents d'élèves participent aux assemblées générales, rédigent des tracts, viennent aux manifestations. Pour cela, certains ont pris près d'une semaine sur leurs congés payés. Ils se réunissent tous les soirs au théâtre Gérard-Philippe (les enseignants s'y réunissent aussi le midi) où ils organisent leurs actions : occupation de la sous-préfecture, retraite aux flambeaux au Trocadéro, etc. Certains ont même participé avec leurs enfants à l'ouverture en manifestation du marathon de Paris, puis dans la foulée, après avoir confectionné des affichettes, ont manifesté du côté de la basilique puis du marché de Saint-Denis. Parmi les éléments les plus actifs, on trouve des militants du PCF, de Lutte Ouvrière, de la LCR et des mouvements anarchistes mais bien d'autres aussi, comme des femmes maghrébines qui vont occuper l'école élémentaire et le collège de leurs enfants dans la même journée.

Au cours de ces quatre semaines, la lutte s'est développée, unifiant les enseignants de tous les établissements mais aussi les parents. Pendant les vacances mais surtout à la rentrée, ils comptent bien continuer à se faire entendre et faire céder le gouvernement pour qu'enfin un plan d'urgence soit appliqué à l'éducation dans le 93.

Pizza Pino (Paris)

LA COUPE EST PLEINE !

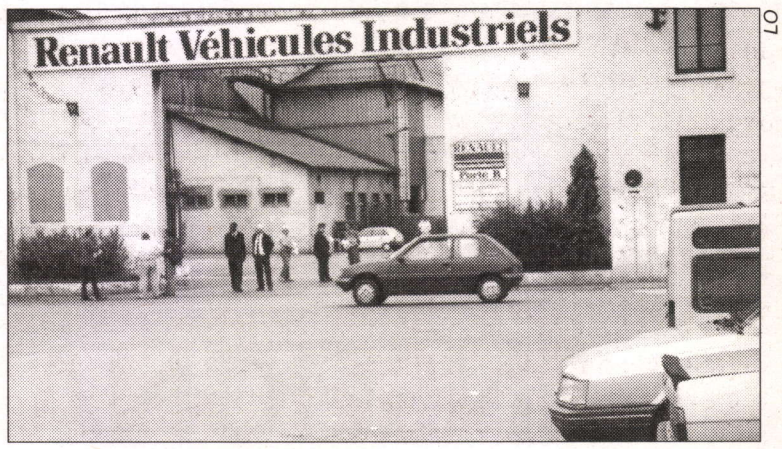
Les employés de la pizzeria Pizza Pino proche des Halles à Paris ont fini par en avoir assez des menaces et des insultes racistes de leur employeur qui possède, avec son père, une douzaine de restaurants à Paris et à Lyon (à l'enseigne de «Pizza Pino» ou de «L'Entrecôte»). Et, pour essayer de mieux résister à ses abus de langage et de pouvoir, ils ont voulu lancer un syndicat.

Quand des employés ont souhaité que des élections de délégués du personnel soient organisées, le candidat, un maître d'hôtel, a été licencié. Les autres employés, à l'exception des bureaux, s'étant solidarisés avec lui, ont été à leur tour licenciés. L'affaire doit être jugée ce mercredi 15 avril aux prud'hommes. Le patron a déjà menacé que, si les tribunaux ne lui donnaient pas raison, il fermerait boutique.

Mais pour rappeler à ce monsieur que les droits des travailleurs, cela existe, depuis le lundi 6 avril cuisiniers, pizzaïolos, plongeurs et serveurs, et le maître d'hôtel, en tout 35 employés soutenus par la CGT, manifestent devant le restaurant et dénoncent aux passants les méthodes arbitraires d'un patron qui s'imagine qu'avec son fric tout lui est permis. Voilà au moins une page de publicité qu'il n'aura pas volée.

Renault Véhicules Industriels Vénissieux

RVI ALIMENTE LE CHÔMAGE EN ANNONÇANT DE NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS



C'est par la télévision et la radio que les travailleurs de RVI ont appris la suppression de 670 emplois. Ce n'était pas vraiment une surprise car ce projet était déjà connu, mais il est tout de même choquant de l'apprendre de cette façon-là, et à la veille du week-end de Pâques.

Ces 670 emplois représentent 5% de l'effectif, qui n'est plus que de 13 800 personnes. Il a en effet fondu au fil des plans de suppressions d'emplois qui se succèdent presque chaque année depuis 20 ans. Les 11 établissements du groupe seront touchés. Mais les deux tiers de l'effectif, 9 200 salariés, sont concentrés dans la région Rhône-Alpes, essentiellement à Vénissieux-Saint-Priest, Bourg et Annonay.

Ce plan est d'autant plus choquant qu'il y a, en ce moment, du travail par-dessus la tête. Bien sûr, ce ne sont pas les ouvriers de production qui seront concernés par ce 18e plan dit social, ce sont les « indirects » : cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et ouvriers de maintenance. Et il y aura des mesures de FNE et des pressions pour faire accepter des mutations ou… le départ, pour que la direction puisse se vanter de n'avoir pas procédé à des licenciements secs. Mais, licenciements «secs» ou pas, ces 670 emplois en moins rendront encore plus difficile l'embauche.

Il est question aussi de faire passer des travailleurs « indirects» à la production. Ce sera un moyen d'accroître les charges de travail des ouvriers de production en faisant retomber sur eux des tâches de maintenance ou contrôle qui étaient effectuées par d'autres.

Et puis cela servira de prétexte pour ne pas embaucher les centaines d'intérimaires qu'emploie actuellement RVI, dont certains sont dans l'entreprise depuis des mois, sans espoir d'embauche. La direction se sert d'eux pour augmenter les cadences, pour les faire venir travailler le samedi et elle en fait venir encore de nouveaux pour mettre en place des équipes de samedi-dimanche ou vendredi-samedi-dimanche.

Les carnets de commandes sont pleins. Pour y faire face, la direction généralise, dans tous les secteurs, les heures supplémentaires du samedi, le travail de nuit et le travail du week-end. Des ouvriers acceptent, pour améliorer leur paye qui est plus qu'insuffisante. La dernière augmentation a été de 0,5%. Des ouvriers de l'usine Ponts, à Saint-Priest, débrayent depuis plus d'un mois pour réclamer des augmentations de salaire, mais la direction n'a rien cédé. Elle s'est contentée de donner quelques augmentations individuelles et quelques primes à certains ouvriers (grévistes ou non) pour tenter de les diviser. Et elle leur propose d'augmenter leur paye en venant travailler la nuit.

La direction de RVI prétend supprimer des emplois afin d'«*améliorer la compétitivité*» en réduisant ses coûts de 5% par an (comme elle le fait déjà depuis des années) : d'après elle, RVI serait moins compétitif et moins rentable que ses concurrents étrangers ! Et si c'était le cas, on se demande pourquoi RVI fabrique des ponts et des vilebrequins pour Volvo. Mais la direction de Volvo tient probablement le même langage à ses ouvriers, pour les faire travailler plus, eux aussi.

Partout, les entreprises cherchent à augmenter leurs profits en réduisant leurs coûts sur le dos des travailleurs par l'augmentation des cadences et le blocage des salaires. Mais il y a des limites au supportable et il se pourrait bien que cela finisse par leur retomber sur le nez.

Correspondant LO

650 000 ACCIDENTS DU TRAVAIL EN 1996 C'EST 650 000 DE TROP !

Selon les statistiques de 1996, on a dénombré 650 000 accidents du travail dont 65 000 accidents graves et 774 mortels. Un salarié sur cinq – soit 20% – a été victime d'une maladie professionnelle. C'est moins qu'en 1975 (1,1 million dont 2 000 mortels), mais c'est encore trop !

Si le bâtiment reste la corporation la plus dangereuse, toutes catégories professionnelles confondues, ce sont les ouvriers qui restent les plus touchés (32%). Mais, avec la précarité grandissante du travail, les risques sont deux fois plus grands pour les intérimaires, qui connaissent souvent plus mal que les titulaires tous les risques encourus sur leur lieu de travail.

Le nombre des accidents du travail déclarés et reconnus a sensiblement reculé depuis 1991, d'environ 235 000 accidents, mais les statistiques ne permettent pas de comptabiliser l'ampleur des sous-déclarations des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Même si les représentants officiels du patronat s'en défendent, la tentation est forte dans les entreprises de taire un accident, dans la mesure où les cotisations patronales de la branche «accidents du travail» de la Sécurité sociale augmentent au prorata du nombre d'accidents.

En même temps, la situation très dégradée de l'emploi invite également des salariés à taire leurs accidents. Un rapport d'un conseiller de la Cour des comptes indique que 74,7% des salariés malades n'ayant pas fait de déclaration sont encore dans la même entreprise trois à cinq ans après. Ce n'est le cas que pour 42,7% des malades qui se sont déclarés.

D'autre part, les campagnes de «prévention» des accidents des entreprises constituent quelquefois de véritables incitations à ne pas déclarer les accidents. Ainsi, parmi les huit mesures proposées par EDF dans le département ressources production et ingénierie du Sud-Ouest pour «*obtenir de meilleurs résultats sécurité*», la première mesure est une incitation… à se taire : «*Un agent qui a un accident avec arrêt dans l'année n'a pas d'avancement*».

Enfin, le rapport ne dit rien du sort ultérieur des travailleurs accidentés. Avec trois doigts amputés au niveau de la première phalange, si l'invalidité n'a été reconnue qu'à 30%, on peut ne toucher, sept ans après, que 4 099 F tous les quatre mois. On ne peut alors guère prétendre, pour compléter, qu'à des CES irréguliers, autant dire la misère.

J.F.

Renault

Moins d'emplois… plus de profits

Les raisons invoquées pour justifier le plan social à RVI sont toujours les mêmes : «*retrouver la rentabilité des activités dans une très forte dégradation des conditions de vente sur la plupart des marchés*». Mais Renault a multiplié les suppressions d'emplois et fermetures d'usines ces dernières années, à tel point que les effectifs du groupe (hors filiales et hors RVI) sont passés de 105 000 en 1980 à 56 000 fin 1997. La rentabilité a été largement retrouvée : plus de 5 milliards de bénéfices en 1997, record battu en ce qui concerne le chiffre d'affaires… Les bénéfices accumulés sur neuf ans se montent à 40 milliards de francs.

La direction se plaint «*d'une dégradation des conditions de vente*». Mais en attendant, elle reconnaît elle-même «*la très forte activité*» chez RVI.

En somme, il y a du travail à gogo, des profits en masse, mais on licencie autant et même plus !

SNCF Orléans-les-Aubrais

20 CARS DE CRS EN RÉPONSE À UNE GRÈVE DES CHEMINOTS POUR L'EMBAUCHE DE JEUNES

Depuis plusieurs années, le manque d'effectifs se fait particulièrement sentir chez les cheminots. Aux Aubrais-Orléans, à l'Exploitation (cheminots des guichets et des postes d'aiguillage) la situation est telle que les congés 1997 ne seront pas tous pris en… juin 1998! Les conditions de travail s'en ressentent : périodes de 6 jours suivies d'un seul repos, refus de congés, aucune formation à la sécurité. Dernièrement un camarade a dû s'arranger avec d'autres pour pouvoir assister au mariage de son fils. Aux dernières vacances de février, ce sont les cadres qui ont dû retrousser leurs manches pour tenir des postes d'exécution, quarante-huit fois pour ce seul mois.

En septembre, cette situation avait déjà donné lieu à une grève et nous avions obtenu 9 embauches et 11 mutations. Mais la situation continuait de s'aggraver, car il y a plus de départs en retraite que de nouveaux cheminots.

Aussi, quand les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC de la gare ont appelé à une assemblée générale le 7 avril, nous étions 63, sur 400 travaillant dans l'établissement, à nous réunir pour exiger 50 embauches sur deux ans. Mais la direction tant locale que régionale trouvait que les effectifs actuels étaient suffisants. Cette réponse a convaincu de faire grève à partir du 8 avril à 20 heures.

Nous décidâmes de monter à la direction régionale de Tours le lendemain. Nous étions de nouveau plus de 60 à nous inviter dans les locaux de la direction régionale. Mais là encore, la réponse était que ça allait s'arranger, qu'on ne pouvait discuter à soixante, qu'ils étaient prêts à recevoir une délégation de dix. Devant les bafouillages du directeur adjoint, nous refusions tous de discuter en petit comité et décidions de revenir aux Aubrais pour y attendre le directeur.

Comme nous doutions qu'il viendrait spontanément, nous avons investi le PRS (poste d'aiguillage principal de la gare, qui contrôle toutes les circulations de trains sur les lignes Paris-Toulouse et Bordeaux-ligne classique).

Utilisant la sonorisation de la gare, nous nous sommes adressés aux milliers d'usagers (7 000 personnes font quotidiennement le trajet Orléans-Paris) pour leur expliquer nos revendications, et que tant pour leur sécurité et pour la régularité des trains que pour nos conditions de travail, nous voulions 8 embauches rapidement. Et que les jeunes chômeurs ne manquaient pas.

À minuit, nour n'avions pour toute réponse qu'il n'était pas question que le directeur vienne négocier à Orléans et que notre grève était illégale. Nous avons donc décidé de bloquer progressivement tous les trains de marchandises, en avertissant la direction que, si elle venait pas négocier, les trains de voyageurs ne passeraient pas le lendemain matin.

Malgré notre demande de détourner les trains de voyageurs, la direction avait choisi de nous les envoyer pour faire pression. À partir de 5h30, nous avons donc décidé de ne plus laisser passer aucun train. Deux heures plus tard, une vingtaine de trains de voyageurs étaient bloqués, et plusieurs centaines d'usagers bloqués par le refus de négocier de la direction. La colère des usagers s'est d'abord tournée contre nous. Mais, très rapidement, quand nous avons discuté de nos problèmes communs (pannes et retards fréquents, impossibilité d'assurer un service correct), c'est à la direction SNCF et à son refus d'embaucher que les voyageurs faisaient grief. D'autant que, lorsque deux d'entre eux ont voulu parler au téléphone au directeur de région, ils se sont fait raccrocher au nez!

Dès huit heures, nous avons recommencé à faire circuler les trains de voyageurs avec beaucoup de retard. Le directeur persistait dans son refus de négocier tant que nous occupions le PRS et menaçait de faire intervenir la police.

En fin de matinée, plus de 20 cars de CRS stationnaient aux abords de la gare. Peu avant midi, le commissaire principal d'Orléans nous demandait de quitter les lieux en précisant : «*Vous savez, la décision n'est ni locale, ni régionale. Elle a été prise par une "cellule de crise" au niveau national, c'est-à-dire par Gallois* (PDG de la SNCF) *et les deux ministères de tutelle, celui des Transports et celui de l'Intérieur*». Sans tarder les CRS ont occupé le poste. Nous sommes alors sortis en chantant *l'Internationale.*

L'après-midi, une délégation était reçue à Tours par le directeur régional qui lâchait 4 postes.

À l'assemblée de 18 heures, nous étions plus de 70 à trouver notoirement insuffisantes ces embauches. Mais la majorité des grévistes avaient passé une nuit blanche et ne voyaient pas trop comment continuer, en ce week-end de Pâques. La reprise a été votée à la majorité, chacun se disant bien que ce n'est que partie remise, d'autant que nous avions eu, au cours de la nuit comme à cette assemblée, le soutien de nombreux cheminots d'autres services.

Pour nous tous, en tout cas, cette nuit aura porté conseil. Ce gouvernement qui prétend lutter contre le chômage a répondu à notre demande d'embauches par l'envoi des flics. Qu'il prétende lutter contre le désœuvrement des CRS dans leur caserne, soit, mais contre le chômage certainement pas!

Correspondant LO

La Poste (Paris 17e)

PONT-CARDINET EN GRÈVE DÈS L'OUVERTURE

La Poste vient d'ouvrir un nouveau centre de messagerie à Pont-Cardinet dans le 17e arrondissement de Paris, qui s'occupe de la distribution des paquets pour les 8e, 17e et 18e arrondissements.

Ainsi, depuis quelque temps La Poste retire les services de messagerie des bureaux de poste, pour les regrouper dans des nouveaux centres. Le but, à terme, est de filialiser ce secteur et de l'offrir, pour tout ou en partie, aux capitaux privés en donnant la priorité à la distribution des colis pour les entreprises au détriment des particuliers. Dans un premier temps, La Poste cherche à rentabiliser au maximum en supprimant des positions de travail, ce qui a pour conséquence directe de diminuer le nombre de tournées, en surchargeant celles qui restent.

Résultat : l'ouverture de Pont-Cardinet, regroupant une centaine d'agents, s'est déroulée dans des conditions intolérables.

Les anciens du service messagerie de Paris 08 ayant refusé de partir au nouveau centre, ce sont les derniers facteurs nommés qui ont été envoyés d'office. Quant aux conditions de travail, tout avait été fait à la va-vite pour ouvrir coûte que coûte le 6 avril : manque de place, manque de matériel pour trier et classer les tournées, des colis traînant un peu partout. Rajoutons à cela le manque de réelle formation, et des nouveaux conducteurs avec un permis tout neuf se retrouvant à conduire un fourgon dans les rues de Paris pour livrer les paquets. Pour boucher les trous, la direction a embauché quelques contractuels en CDD et CDI sans leur donner la moindre formation.

Dans ces conditions, pas étonnant que le lendemain de l'ouverture, le 7 avril, 80% des agents se soient mis en grève pour exiger des effectifs, du matériel, une formation correcte ainsi que l'embauche des CDD en CDI. Ce jour-là, quasiment aucune distribution n'a eu lieu.

Pour les nouveaux arrivés à La Poste, c'était la première grève, et ils étaient satisfaits de montrer à la direction, qui les avait envoyés d'office, qu'ils n'étaient pas prêts à accepter n'importe quoi. Pour d'autres plus anciens, ayant déjà travaillé à la messagerie, dans d'autres bureaux, c'était aberrant que la direction ouvre ce centre sans mettre les moyens matériel et les effectifs suffisants.

Le lendemain, la grève était reconduite. La DPN (Direction de la Poste du Nord) dont dépend le nouveau centre, dut recevoir une délégation de grévistes avec les syndicats. Elle annonça aux nouveaux agents envoyés d'office à Pont-Cardinet qu'ils pourraient retourner dans leur ancien bureau. Elle a laissé entendre la possibilité d'embaucher les CDD en CDI. Par contre, au nom de la rentabilité, elle a refusé toute embauche supplémentaire.

La situation en est là. Il reste beaucoup de choses à régler, mais les agents ont montré à la direction qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire.

Ile de la Réunion

LES AUXILIAIRES DE LA POSTE EN GRÈVE

Lundi 6 avril, une cinquantaine d'auxiliaires de La Poste manifestaient dans les rues de Saint-Denis-de-la-Réunion. Ils se retrouvaient dans un premier temps devant la préfecture pour y déposer une pétition revendiquant leur titularisation, puis se rendaient à la direction générale à la Poste Centrale à Saint-Denis.

Ce n'est pas la première fois que ces agents manifestent. C'est déjà suite à leurs nombreuses manifestations qu'en 1985 ils avaient obtenu que 110 d'entre eux soient titularisés. Cependant, et bien qu'un arrêt du Conseil d'État ait jugé que la direction de La Poste était dans son tort, celle-ci continuait à refuser la titularisation à une dernière centaine d'auxiliaires. Ce sont eux qui manifestaient lundi dernier aux cris de «*Titularisation oui, exclusion non !*».

Mais ces 102 auxiliaires de «droit public» ne sont pas les seuls à être baladés de la sorte par la direction de La Poste. Il y a aussi 300 auxiliaires de «droit privé» et autres CDD et CDI. Ceci est révélateur de la volonté des dirigeants de cette administration de diviser pour mieux régner… Les luttes ne manquent pas dans cette corporation à la Réunion, luttes pour l'embauche en particulier.

La CGT-PTT, qui a organisé toutes les manifestations et grèves d'auxiliaires, est le seul syndicat à défendre l'idée de la titularisation des auxiliaires. Les autres syndicats s'y opposent, sous prétexte qu'il y a plus de 3000 postiers d'origine réunionnaise en France qui attendent de pouvoir regagner leur pays. C'est le prétexte qu'avance aussi la direction pour refuser la titularisation à des agents, expliquant qu'il serait juste qu'eux aussi aillent s'expatrier à 10000 km de chez eux pour être titulaires ! C'est ce qu'elle a encore osé proposer aux manifestants, ce lundi, dont certains ont 25, voire 30 ans d'ancienneté et de 45 à 60 ans d'âge ! Inutile de préciser comment cette proposition a été reçue !

Mais, comme l'a rappelé le secrétaire général de la CGT-PTT, si le problème du retour des postiers réunionnais travaillant en France était la priorité et le souci de la direction, pourquoi La Poste a-t-elle encore continué à embaucher 300 agents auxiliaires et précaires de plus depuis 1985 ? Si ce n'est encore et toujours pour diviser le personnel.

Un personnel qui doit subir les économies que lui imposent la direction et le ministère. Il faut savoir en effet qu'à la Réunion les effectifs des postiers pour 10000 habitants sont de 53 % inférieurs à ce qu'ils sont en métropole et sont les plus bas de tous les DOM !

Les auxiliaires ont repris le travail le lendemain, mais pour eux le combat ne peut que continuer. Il faut qu'il trouve la sympathie active des postiers titulaires, ce qui obligerait la direction à revoir sa copie.

LES PATRONS DE LA SIBB (Sainte-Marie) DANS LE COLLIMATEUR DE LA JUSTICE

Après Ecopipe et Bobine Réunion, c'est une troisième entreprise, la SIBB, qui se retrouve sur la sellette pour avoir perçu indûment des subventions de la Région et de l'Europe et bénéficié de la défiscalisation. En effet, les dirigeants de la SIBB ont encaissé entre un et deux millions de francs de subventions pour acheter des machines neuves. Or la justice vient de découvrir, après trois ans, qu'il s'agissait en fait de machines usagées…

La SIBB (Société Industrielle de Bourbon) produit des savons qu'elle distribue dans toute l'île, mais commençait aussi à en exporter, en particulier vers Madagascar, dont un des deux dirigeants est originaire. C'est une entreprise qui emploie une douzaine de salariés, des ouvriers et ouvrières bien sûr, mais aussi un commercial, une chimiste, etc., et qui fait des affaires.

Mais il y a quelques mois, les deux patrons ont décidé de licencier. Sept travailleurs étaient menacés, qui prirent contact avec les syndicats et menèrent une action qui obligea la direction à annuler son plan de licenciements. En fait, il n'y avait pas lieu de licencier car il y avait suffisamment de commandes et de travail pour maintenir les douze emplois. Aucune raison n'était donnée ouvertement par les patrons, mais ceux-ci avaient fait clairement comprendre aux travailleurs… qu'ils étaient prêts à les reprendre au noir ! Histoire sans doute de grossir encore leurs profits. En cherchant à se défendre contre ce mauvais coup, les travailleurs eurent alors vent d'un certain nombre de malversations et de détournements de fonds de la société opérés par ses dirigeants. Ces derniers en effet ne se refusaient rien : voitures et maisons de fonction, voyages à Madagascar et en France (ces frais se seraient élevés, pour 1997, à 130000 F !).

Malgré son recul sur le licenciement collectif, la direction remettait cela il y a quelques semaines en menaçant de licenciement l'agent commercial. On lui retirait la voiture de fonction qui lui servait à faire ses déplacements aux quatre coins de l'île pour finir par l'accuser de ne plus faire son travail. Mais ce salarié ne se laissa pas faire non plus et fit appel à la CGTR pour sa défense.

Peu de temps après, la brigade financière de la gendarmerie, à partir de documents comptables de l'entreprise qui lui étaient parvenus, diligentait une enquête auprès de la SIBB. Aujourd'hui, l'un des deux responsables est mis en examen, l'autre avait pris l'avion pour la France, il y a peu.

Une fois de plus, on se rend compte que l'argent de l'État, celui des collectivités, est utilisé par les patrons à des fins non avouables. La DRIRE, qui est chargée en particulier de distribuer une bonne part de ces subventions, n'effectue que très peu de contrôles sur l'utilisation de ces sommes. À la Réunion, il n'y aurait que quatre personnes chargées de ce travail… Des dizaines de millions de francs sont ainsi attribués chaque année sans savoir à quelles fins ils sont utilisés !

Les salariés de l'entreprise se demandent s'ils vont conserver leur emploi. La moindre des choses pourtant serait que la Région, qui a su faire cadeau de ses gros sous à ce patron et qui est gérée depuis le 15 mars dernier par le PCR (Parti Communiste Réunionnais) et le PS, mais aussi par le maire de droite de Sainte-Marie (qui figurait lui aussi sur la liste du Rassemblement du PCR) dont la commune héberge la SIBB, fassent tout pour que ces douze emplois soient sauvés.

Qui veut noyer son chien…

À l'hôpital de Château-Renault, après la fermeture de la Maternité, des Urgences, de la Chirurgie en hospitalisation complète, c'est maintenant la Chirurgie ambulatoire qui est sur la sellette.

Le mécanisme pervers de l'administration est maintenant bien rodé pour liquider les petits hôpitaux : on ferme les services, donc on supprime des postes. Petit à petit, le nombre minimum de postes de médecins anesthésistes, etc., permettant une activité normale et permanente n'est plus atteint… Et voilà un argument pour l'ARH pour dire que l'hôpital est dangereux et qu'il faut le fermer.

Alors que la sécurité de la population du nord du département, à près d'une heure du SAMU de Tours, exigerait au contraire qu'on donne tous les moyens d'assurer les Urgences et un maximum de services dans les hôpitaux de proximité… si c'était cela le souci de l'administration hospitalière…

Mais cela reste le souci des personnels et des habitants de Château-Renault et ils ont bien raison de continuer à lutter pour le défendre.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Hôpital Trousseau
Saint-Avertin près de Tours

FRANCE TÉLÉCOM AUGMENTE LE CHÔMAGE

L'année dernière, il y a eu 5000 suppressions d'emplois, et pour cette année France Télécom a annoncé 8000 nouvelles suppressions d'emplois. Mais en même temps elle a présenté ses comptes de l'année 1997, avec un bénéfice de 14,9 milliards de francs. Ce qui permettrait non seulement de maintenir les emplois mais en plus d'embaucher largement. C'est cela qu'il faudra qu'on impose pour vraiment lutter contre le chômage.

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** *France Télécom*
Paris-Archives

NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS NON AUX LICENCIEMENTS !

ACB GEC-Alsthom, qui comprend les sites de Nantes et de Fontenay (ex-Bergeron-Rateau), annonce 101 suppressions d'emplois, dont 72 licenciements secs. Le plan de réduction du temps de travail, dans le cadre de la loi Robien, n'a rien changé à l'affaire, si ce n'est qu'il aurait diminué de 39 le nombre de licenciés…

Au passage, la direction va toucher des aides, flexibiliser le travail des restants, diminuer de 2% les salaires, mais aussi geler les augmentations.

On le voit, l'annonce en décembre de 140 suppressions d'emplois a, en fait, été utilisée comme chantage par la direction des ACB pour arriver à ses fins.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
GEC-Alsthom
La Courneuve (93)

avril 1968

Martin Luther King était assassiné

Le 4 avril 1968, le pasteur Martin Luther King, l'un des dirigeants les plus connus du mouvement noir, était assassiné à Memphis, Tennessee. On lui faisait payer d'avoir su organiser et mobiliser, dans une lutte contre la ségrégation raciste et pour l'égalité des droits, de larges masses de la population noire.

Arc.

Martin Luther King en tête d'une marche pour l'intégration scolaire en 1963.

Il était né en 1929, à Atlanta en Géorgie, l'année de la grande crise économique qui allait ravager le monde entier. La crise attisait un racisme qui n'avait pas besoin de cela pour faire des ravages. Plusieurs millions d'Américains blancs adhéraient alors au Ku Klux Klan, ce mouvement raciste développé dans les États sudistes qui combattait l'idée même que les Noirs puissent avoir des droits, les terrorisait, les torturait et les assassinait en toute impunité.

La famille de Martin Luther King était relativement aisée. Son père était un pasteur et Martin Luther King fit des études de théologie qui lui permirent de devenir pasteur à son tour. La société américaine de la fin des années quarante, profondément marquée par la ségrégation raciale, ne laissait pas aux intellectuels noirs beaucoup d'autres perspectives que la carrière ecclésiastique et, ségrégation oblige, à l'intérieur d'églises spécifiquement noires.

Les églises noires et les cadres ecclésiastiques prirent la tête...

En 1954, pasteur à Montgomery en Alabama, il prêchait la dignité, la revendication de l'égalité des droits civiques et il le faisait avec de plus en plus de succès dans la communauté noire. Il n'était pas le seul pasteur à agir ainsi. Les églises noires assumaient des tâches d'assistance. Elles étaient des lieux de rencontre et de discussion à l'abri de la présence hostile des Blancs. Elles devinrent des lieux d'organisation.

Ce fut à Montgomery que le 1er décembre 1955 une femme noire, Rosa Parks, militante des droits civiques, refusa de céder sa place assise dans un autobus comme la loi le lui imposait. Son arrestation fut le point de départ d'un mouvement de boycott des bus organisé par l'organisation religieuse dont King était le président.

Inspiré par les idées de résistance non-violente, prônée par Gandhi en Inde contre la présence anglaise, la communauté dont King était le leader fut à l'initiative d'un mouvement très suivi qui dura plus d'un an. Relayé par la presse, il allait contribuer à la mise en cause de la ségrégation raciale dans tout le pays. L'exemple de Montgomery allait être imité dans d'autres villes et la ségrégation dans les bus allait reculer.

... de la lutte pour les droits civiques...

À partir de 1957, à la tête de la SCLC (Conférence des Chrétiens du Sud), King allait devenir le leader de la lutte pour la conquête des droits civiques. Les rapports entre Noirs et Blancs dans les États du Sud étaient alors réglés par des lois tout à fait comparables à celles de l'apartheid sud-africain. Pour Luther King, les Noirs américains devaient pouvoir être des citoyens à part entière, bénéficiant des mêmes droits que les Blancs, à commencer par le droit de vote.

Il mena son action à travers marches, manifestations et sit-in. Son action allait culminer en 1963 avec la grande marche de Washington où il devait prononcer son discours le plus célèbre : «*J'ai un rêve...*» d'égalité. Le 2 juillet 1964, le président Johnson signait la loi sur les droits civiques bannissant, sur le papier, la ségrégation raciale.

Mais pas plus que la non-violence de Gandhi n'avait permis au peuple indien de se débarrasser de la tutelle anglaise, ce ne fut pas non plus la non-violence qui triompha de la ségrégation. Ce fut devant la menace de l'explosion sociale que l'État fédéral américain imposa finalement aux États du Sud d'appliquer, au moins formellement, la loi de non-discrimination entre Blancs et Noirs.

En 1964-1965, les ghettos noirs des grandes villes américaines du Nord se révoltaient contre la misère et l'exploitation. La tactique légaliste du mouvement des droits civiques paraissait, aux yeux de la couche la plus radicale des Noirs américains, ceux qui se sentaient représentés par Malcolm X par exemple, de moins en moins efficace face à la violence de la police et des racistes.

Dans la flambée d'émeutes des ghettos, plus ou moins confusément, les Noirs posaient le problème d'un profond bouleversement social. Luther King, qui entendait alors lutter contre la pauvreté, estimait que «*l'action de masses non-violente donne un moyen d'éviter une catastrophe nationale et de créer une nouvelle harmonie entre les classes et les races*».

...mais, seul, le mouvement ouvrier noir pouvait ouvrir une issue à la révolte des ghettos

Son tragique assassinat en fut un cruel démenti. Il donna lieu à de nouvelles émeutes dans des centaines de villes dans tout le pays. Pour rétablir l'ordre, l'État américain fit occuper la rue par sa police et son armée. La société américaine, ébranlée par la contestation des Noirs américains, usa sans vergogne de la violence pour rétablir l'ordre.

Le mouvement noir se radicalisa jusqu'au début des années soixante-dix mais ni les mouvements plus radicaux, imprégnés de conceptions nationalistes, ni les dirigeants légalistes comme King ne surent donner comme objectif de s'attaquer aux racines mêmes qui donnaient vie aux préjugés racistes, c'est-à-dire à l'organisation sociale et économique, au système capitaliste. Cela, seul un mouvement ouvrier noir, qui n'existait pas, aurait pu le faire. Ceux qui avaient de l'influence parmi les dirigeants noirs ne cherchaient finalement, en supprimant la ségrégation légale, qu'à proposer une meilleure place aux privilégiés de la population noire, qui en furent les principaux bénéficiaires.

Martin Luther King reste comme le symbole d'une recherche d'égalité, qui est restée, pour l'essentiel, vaine, parce qu'elle restait sur le terrain des bons sentiments. Il a été la courageuse victime de ses illusions. Mais il a entraîné avec lui des milliers et des milliers de Noirs qu'il a conduits dans une voie sans issue.

Jacques FONTENOY

Rwanda

MISSION D'INFORMATION OU DE... DÉSINFORMATION ?

La « mission d'information » sur le Rwanda, dirigée par Paul Quilès, ancien ministre socialiste de la Défense, vient de voir sa marge de manœuvre (qui n'était déjà pas bien grande) réduite à sa plus simple expression.

Censée faire toute la lumière sur le rôle de l'État français lors du génocide au Rwanda en 1994, cette mission n'a en réalité que bien peu de pouvoir.

Lionel Jospin vient de le signifier à Paul Quilès. Ce dernier réclamait la levée du « secret défense » pour les documents susceptibles d'aider les parlementaires dans leur travail ainsi que la communication des accords de défense et d'assistance passés entre l'État français et les pays africains. Il s'est vu rappelé à l'ordre. Pas question que tout cela soit rendu public. La levée du secret défense de certains documents ? Oui, répond Jospin, mais seuls les documents que le gouvernement juge utiles au travail de la mission seront portés à la connaissance des parlementaires. Les ministres décideront s'il y a lieu d'interroger les fonctionnaires en place à l'époque. Le Premier ministre précise « *les fonctionnaires, officiers et agents de l'État en service aujourd'hui ou à l'époque des faits seront, en principe, entendus en séance non publique* ». Il ajoute que « *les comptes-rendus de ces auditions seront portés à la seule connaissance des membres de la mission* ». Et puis pas question non plus de rendre publics les accords de défense et d'assistance militaire avec les dictatures de l'Afrique de l'Ouest.

Si le but du gouvernement, comme l'affirme le Premier ministre, était de faire toute la lumière sur le rôle de la France au Rwanda, pourquoi les auditions devraient-elles se faire à huis clos ? Y aurait-il des vérités qui ne seraient pas bonnes à dire ? Certaines devraient-elles être connues des seuls responsables de l'appareil d'État ? C'est-à-dire en fait, tenues secrètes parce que ces responsables ont été complices de crimes et massacres qui se sont déroulés au Rwanda.

Cette affaire est révélatrice de la façon dont l'impérialisme français opère dans ses relations avec ses partenaires, ses « protégés » dans ce qui peut être encore considéré comme ses chasses gardées.

C'est ainsi que la presse fait mention des accords que la France a signés avec divers pays d'Afrique. Entre 1962 et 1982, elle a signé des accords de défense, traduisez de protection des régimes, avec huit pays africains. Elle a signé des accords d'assistance militaire avec vingt-trois États. Mais seuls certains de ces accords ont été publiés au *Journal officiel*, les autres sont donc restés secrets. L'accord avec le Rwanda, signé le 18 juillet 1975, n'a pas été publié du tout. En outre, signale *Le Monde*, des accords secrets de participation de la France au maintien de l'ordre et pour la protection personnelle du chef de l'État sur place, ont été conclus avec le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, le Tchad. Et la gauche s'est bien gardée de dénoncer ces accords. Elle s'est bien gardée de lever le secret. Elle a scrupuleusement respecté les engagements de ses prédécesseurs, au nom de la fidélité à la parole donnée, mais aussi parce qu'elle partage les « *mêmes valeurs* » que la droite. Dans ce cas-là, une promesse est une promesse, même quand elle a été faite par d'autres. Rien à voir avec des promesses de pacotille que l'on fait aux électeurs.

René CYRILLE

À l'occasion du cinquantième anniversaire d'Israël

UNE SÉRIE TÉLÉVISÉE HISTORIQUE QUI DÉRANGE

La série intitulée *Rènaissance* qui passe actuellement sur la chaîne publique israélienne de télévision a déclenché un beau scandale. Sans compter les débats et les polémiques que l'émission a entraînés, elle a aussi suscité, vis-à-vis de ses auteurs, insultes et menaces de mort. Le ministre de la Communication du gouvernement Netanyaou, ainsi que le ministre d'extrême droite, Ariel Sharon, ont demandé que la série soit censurée.

ARC

Des Palestiniens obligés de partir en 1967. Par la douceur et la persuasion ?

La raison de ce tollé, c'est que cette fresque consacrée aux cinquante ans de l'État d'Israël rompt avec la propagande et l'imagerie sionistes qui présentent l'arrivée des Juifs en Palestine comme l'installation d'un « *peuple sans terre* » sur « *une terre sans peuple* », décrivant la guerre israélo-palestinienne de 1948 et ses suites comme une guerre où les Israéliens seraient les seuls « bons » de l'histoire.

Tekouma, qui veut dire Renaissance en hébreu, montre, en faisant fi de la légende qui veut que l'expulsion des Palestiniens se soit faite dans la légalité, que si avant 1948 la communauté juive de Palestine a effectivement acheté des terres aux Arabes, Israël a, par contre, après 1948 confisqué de manière arbitraire la moitié des terres arabes restantes, faisant de milliers d'Arabes, des réfugiés dans leur propre pays. Et le document évoque les expulsions de masse et la destruction systématique par l'armée israélienne de plusieurs centaines de villages dont les terres furent offertes aux kibboutz après le départ, la plupart du temps obtenu par la force et la terreur, des 700 000 Arabes qui y résidaient…

Un certain nombre d'hommes politiques et d'historiens israéliens faisaient état de cette version de l'histoire depuis longtemps. Mais ils étaient minoritaires, peu écoutés dans le pays et surtout accusés d'exagération, voire de mensonge, par tout ce que le pays compte de réactionnaires, même de modérés. Et c'est bien la première fois que ces faits sont reconnus dans le pays, dans une émission à large audience, même si c'est cinquante ans après les faits.

Les Palestiniens commémorent, eux, le cinquantenaire du massacre du village de Deir Yassine, où sur les 800 habitants du village, on dénombra 254 morts après l'attaque de l'Irgoun et du Stern, deux des organisations de combat juives.

Ce massacre visait à semer la terreur afin que les Arabes fuient leurs villages et que ceux-ci puissent être rasés, accréditant le mythe d'un pays désert à l'arrivée des immigrants juifs.

On a toujours préféré parler des actions de violence exercées par les troupes arabes contre la population juive. Jusqu'alors, on passait sous silence, vis-à-vis du grand public, le fait que l'une des plus spectaculaires d'entre elles, l'attaque d'un convoi sanitaire juif à Jérusalem au cours duquel 76 médecins et infirmières furent tuées, eut lieu quelques jours après ce massacre de Deir Yassine, en riposte à ce massacre. Bref, on passait sous silence la responsabilité de la politique terroriste de l'État d'Israël. Les centaines de milliers d'immigrants juifs qui arrivèrent après-guerre en Palestine étaient des rescapés de la guerre et des camps, qui n'avaient pour bon nombre guère d'autre choix que d'immigrer en Israël, mais ils ont servi de masse de manœuvre à des hommes politiques qui avaient depuis longtemps fait le choix de mettre en place l'État d'Israël en le vidant, autant que faire se pouvait, de ses habitants arabes. C'est de toute évidence ce qui ressort de cette série télévisée, même si elle est, d'après le témoignage d'historiens israéliens sérieux et honnêtes, encore bien édulcorée.

Un autre épisode a aussi marqué l'opinion israélienne : celui qui, pour parler du terrorisme de l'OLP, a donné pour la première fois la parole à « l'ennemi », c'est-à-dire aux Palestiniens.

Il a donc fallu cinquante ans pour que certains faits soient montrés à une large échelle à la population israélienne. Cela ne change rien à la politique israélienne et cela ne changera probablement rien d'essentiel aux relations entre les Israéliens juifs d'une part, et les Israéliens arabes et les Palestiniens de l'autre. Mais c'est quand même la moindre des choses que les vérités puissent enfin être montrées.

Sylvie FRIEDMAN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995